

REPUBLIQUE DU BENIN

Ministère d'Etat chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique



UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI  
FACULTE DES SCIENCES  
ECONOMIQUES ET DE GESTION



Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de  
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCE ECONOMIQUE

**OPTION : Economie**

**SPECIALITE : Economie Appliquée**

**THEME**

**Problématique de la sous-consommation de crédits  
budgétaires : cas des dépenses en capital financées  
sur ressources intérieures au Bénin**

**Présenté par :**

**ADANSI Mathieu Arnaud**

**&**

**KINDE Dominique**

**Sous la Direction de :**

**Tuteur de Stage**

***Mr. DJEDOU Hermann***

*Administrateur des Finances et du Trésor  
Chef Divisions du Suivi de l'Exécution du  
Budget*

**Directeur de mémoire**

***Dr. SATOQUINA Honorat***

*Enseignant Chercheur à la FASEG  
Maître assistant des Universités du  
CAMES*

**Année Académique : 2014-2015**

**AVERTISSEMENT**

**La Faculté des Sciences Economiques et de Gestions (FASEG) n'entend donner approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.**

**DEDICACES**

A

*Mon père ADANSI DANHA Eugène ;*

*Ma mère SENOU Angèle ;*

*Je dédie chaleureusement ce document*

***ADANSI Mathieu A.***

**DEDICACES**

A

*Mon père KINDE Alexandre ;*

*Ma mère SOHOU Brigitte ;*

*Je dédie chaleureusement ce document*

*KINDE Dominique*

## **REMERCIEMENTS**

Pour témoigner de notre gratitude envers les personnes qui ont contribué à la réalisation et à l'aboutissement de ce travail, nous formulons nos sincères remerciements à l'endroit :

☞ de DIEU tout Puissant qui par sa grâce, nous a protégé et continue de nous protéger ;

☞ du Doyen de la FASEG, le Professeur IGUE Charlemagne pour tous les efforts accomplis dans le processus de notre formation ;

☞ de notre maître de mémoire, le Docteur SATOQUINA Honorat, pour son accompagnement dans cette étude ;

☞ de notre maître de stage, DJEDOU Hermann, Administrateur des Services Financiers pour sa disponibilité et sa contribution à la réalisation de ce travail ;

☞ de tous les professeurs de la FASEG pour tous les efforts accomplis dans le processus de notre formation.

☞ de monsieur Célestin S. HOSSOU Directeur du Budget Général pour avoir accepté notre demande de stage académique

☞ de monsieur Rodrigue S. CHAOU, Directeur de la Préparation du Budget pour ses conseils

☞ de monsieur SOGLOHOUN Jean pour sa contribution spéciale et son appui technique dans la réalisation de ce mémoire

☞ de madame CODJOVI Mireille, le CD.COM de la DPB pour ses conseils très appréciés dans ce travail

☞ de monsieur Koumassi S. MONTCHO, Chef du Service des Etudes et de la Statistique de la DPB ; Monsieur TOGBEVI D. Dominique, Chef du Secrétariat Administratif de la DPB ; Monsieur FADONUGBO Hilaire, Chef du Service de la Centralisation pour leurs apports dans ce travail

## Problématique de la sous-consommation de crédits budgétaires : cas des dépenses en capital financées sur ressources intérieures

---

☞ de tout le personnel de la DPB, de la DEB et de la DPRV, pour leur disponibilité à nous donner toutes les informations utiles à la réalisation de ce mémoire.

**SOMMAIRES**

LISTE DES TABLEAUX .....	VII
LISTE DES GRAPHIQUES.....	VIII
SIGLES ET ACCRONYMES.....	IX
RESUME.....	XI
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1: CADRE INSTITUTIONNEL.....	3
SECTION 1: Présentation de la DGB.....	3
SECTION 2: Déroulement des stages.....	9
CHAPITRE 2: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE.....	13
SECTION 1: Cadre théorique .....	13
SECTION 2: Cadre méthodologie.....	20
CHAPITRE 3: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS, VERIFICATION DES HYPOTHESES, ET SUGGESTIONS.....	29
SECTION 1: Présentation des données collectées et analyse comparée de l'évolution des variables budgétaires .....	29
SECTION 2 : Approches de solutions relatives et recommandation.....	43
CONCLUSION GENERALE.....	46
REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE.....	48
ANNEXES.....	A

**LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1: Répartition de l'échantillon par Ministères et par Directions.....	22
Tableau 2 : Récapitulation des signes attendus.....	25
Tableau 3 : Effectifs de chacune des causes supposées de la sous-consommation des crédits budgétaires.....	29
Tableau n°4 : Fréquences de chacune des causes supposées de la sous-consommation des crédits budgétaires .....	30
Tableau 5 : Résumé des tests de stationnarité sur les variables du modèle.....	37
Tableau 6: Estimations des paramètres du modèle stabilisé.....	38
Tableau7 : Test d'auto corrélation.....	39
Tableau 8: Estimations par la méthode de Cochrane-Orcutt.....	39
Tableau 9 : Test d'auto corrélation des erreurs.....	40

**LISTES DES GRAPHIQUES**

Graphique n°1 : Evolution du taux de consommation des crédits alloués aux dépenses du Budget Général de l'Etat..... 31

Graphique n°2 : Evolution du taux de consommation des crédits budgétaires alloués aux dépenses en capital financées sur ressources..... 32

Graphique n°3: Evolution des dépenses du budget général de l'Etat et des dépenses en capital financées sur ressources intérieures..... 33

Graphique n°4 : Analyse comparée de l'évolution du Produit Intérieur Brut, des Dépenses du Budget Général de l'Etat en terme de prévision et d'exécution..... 34

Graphique n° 5: Analyse comparée de l'évolution du Produit Intérieur Brut, des Dépenses en capital financées sur Ressources Intérieures en terme de prévision et d'exécution ..... 35

Graphique n°6 : Analyse comparée de l'évolution de la Recette Budgétaire, des Dépenses du Budget Général de l'Etat et des Dépenses en capital financées sur Ressources Intérieures en termes de prévision..... 36

## SIGLES ET ACCRONYMES

<b>Sigles</b>	<b>Significations</b>
<b>BG</b>	: <b>Budget Général</b>
<b>BTP</b>	: <b>Bâtiments et Travaux Publics.</b>
<b>CDEEP</b>	: <b>Comités Départementaux de suivi de l'Exécution et d'Evaluation de s Projets.</b>
<b>CF</b>	: <b>Contrôleur Financier.</b>
<b>CFA</b>	: <b>Communauté Francophone d'Afrique.</b>
<b>CNEEP</b>	: <b>Comité National de suivi de l'Exécution et d'Evaluation des Projets</b> .
<b>CPMP</b>	: <b>Cellule de Passation des Marchés Publics</b>
<b>CSE</b>	: <b>Cellule du Suivi et de l'Evaluation.</b>
<b>DAO</b>	: <b>Dossier d'Appel d'Offres</b>
<b>DCF</b>	: <b>Délégué du Contrôleur Financier.</b>
<b>DGB</b>	: <b>Direction Générale du Budget.</b>
<b>DGID</b>	: <b>Direction Générale des Impôts et Domaines.</b>
<b>DIEM</b>	: <b>Direction des Infrastructures, des Equipements et de la Maintenance</b>
<b>DNMP</b>	: <b>Direction Nationale des Marchés Publics</b>
<b>DPIP</b>	: <b>Direction de la Programmation des Investissements Publics</b>
<b>DPP</b>	: <b>Direction de la Programmation et de la Prospective</b>
<b>DRFM</b>	: <b>Direction des Ressources Financières et du Matériel</b>
<b>DRH</b>	: <b>Direction des Ressources Humaines</b>
<b>IGM</b>	: <b>Inspection Générale du Ministère</b>
<b>MESFTP</b>	: <b>Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Techniqu e et Professionnelle</b>
<b>OD</b>	: <b>Ordonnateur Délégué</b>
<b>OMD</b>	: <b>Objectifs du Millénaire pour le Développement</b>
<b>OP</b>	: <b>Ordre de Paiement.</b>
<b>PAAGFP</b>	: <b>Plan d'Action pour l'Amélioration de la Gestion des Finances</b>

**Publiques**

- PEFA** : **P**ublic **E**xpenditure and **F**inancial **A**ccountability
- PERAC** : **P**ublic **E**xpenditure **R**eform **A**justment **C**redit. (**C**rédit d'**A**justement pour la **R**éforme des **D**épenses **P**ubliques).
- PIP** : **P**rogramme d'**I**nter-investissement **P**ublic.
- PTA** : **P**lan de **T**ravail **A**nnuel.
- PTF** : **P**artenaire **T**echnique et **F**inancier
- SCR** : **S**tratégie de **C**roissance pour la **R**éduction de **P**auvreté
- SIGFiP** : **S**ystème **I**ntégré de **G**estion des **F**inances **P**ubliques.

## **RESUME**

Cette étude permet non seulement d'analyser l'impact de la sous-consommation des crédits budgétaires mais aussi, de déterminer les causes qui en expliquent dans le système de gestion des finances publiques au Bénin. Le modèle est basé sur les données de l'économie béninoise au cours de la période de 1980 à 2014. A la lumière des résultats qui découlent des estimations, le coefficient (-0,047) lié à variable de la sous-consommation des crédits budgétaires montre que cette dernière a un impact négatif sur la croissance économique au Bénin. Par ailleurs, les résultats de l'enquête nous révèlent que la validation tardive des PTA, la non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et le manque de formation des agents impliqués, la mobilité des cadres au niveau de l'administration et le manque d'anticipation au niveau sectoriel sont les facteurs qui expliquent la sous-consommation des crédits budgétaires dans le système de gestion des finances publiques au Bénin. Pour éviter tout cela, il apparaît nécessaire de transmettre à bonne date les documents justificatifs, de renforcer la capacité des cadres en matière des procédures d'exécution des dépenses publiques, simplifier les procédures etc. Toutefois, il convient aux autorités d'être conscients de ces causes et de mettre en application des approches de solutions pour assurer une meilleure qualité de la gestion des finances publiques afin de permettre au Gouvernement d'atteindre les objectifs visés au Bénin.

## **INTRODUCTION**

Tout individu rationnel, comme tout Etat, doit anticiper correctement la répartition optimale des ressources qu'il dispose face aux besoins illimités qui se présentent. C'est ce qui justifie l'élaboration du Budget Général de l'Etat qui est l'acte par lequel, sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de l'Etat pour une année civile.

A cet effet, l'exécution du budget repose sur la mise en œuvre de principes, règles, mesures et réformes jugés indispensables pour assurer une amélioration de la qualité des dépenses publiques. Depuis l'indépendance, les différents gouvernements s'appliquent sur ces différents principes et règles pour assurer le fonctionnement régulier de l'Etat en élaborant chaque année la loi de finance. Ainsi, le budget, une fois voté, les crédits budgétaires sont mis en disposition à chaque Ministère et à chaque Institution pour la réalisation des objectifs de l'Etat à travers la consommation efficace de ces derniers.

Cependant, Il apparaît dans les faits que les crédits alloués ne sont pas totalement consommés comme prévus par la loi de finance et, cela est plus constaté au niveau des dépenses en capital financées sur ressources intérieures au Bénin.

Toutefois, constatant ces faits, le Ministère des Finances et de l'Economie s'est engagé dans un important programme de réformes budgétaires et ce, à travers l'arrêté n°1002 du 02 novembre 1998 créant des groupes projets "Chaîne Budgétaire" "Réforme Comptable" et "Suivi Validation". Tout récemment, de nouvelles réformes budgétaires sont mises en œuvre à travers l'adoption du budget- programme, le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) dans le souci d'une bonne gestion des finances publiques au Bénin.

Malgré ces efforts, le taux d'exécution des dépenses publiques ne cesse d'être en dessous du taux espéré : c'est la sous-consommation des crédits budgétaires. Ainsi, ce phénomène de la sous-consommation n'est pas sans effets sur la réalisation des objectifs du Gouvernement et donc sur l'économie du pays.

C'est dans l'intuition de connaître l'impact de ce phénomène sur l'économie béninoise et les causes qui lui sont liées afin d'en trouver les approches de solutions

que nous orientons cette étude sur le thème : « **problématique de la sous-consommation de crédits budgétaires : cas des dépenses en capital financées sur ressources intérieures** ».

Toutefois, c'est au cours des stages académiques à la DGB que nous sommes rendus compte de ce problème qui revient chaque année dans le système de gestion des finances publiques au Bénin.

A cet effet, afin de réussir cette étude, nous avons mené une enquête auprès des responsables en charge de la gestion budgétaire au sein du Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation (MEFPD) à la Direction Générale du Budget (DGB), pour connaître les causes liées à ce phénomène et utilisé les modèles économétriques pour déterminer son impact sur la croissance économique au Bénin.

Et c'est ainsi que notre étude sera structurée en trois chapitres dont le premier concernera le cadre institutionnel organisé autour de deux sections dont l'une consistera à présenter la DGB et l'autre mettra accent sur le déroulement de notre stage académique. Le second chapitre portera sur le cadre théorique et méthodologique structurée en deux sections dont l'une concernera le cadre théorique qui englobe la problématique qui fonde notre travail, les objectifs, les hypothèses, l'intérêt de l'étude, la revue de la littérature et l'autre concernera le cadre méthodologique portant sur l'approche théorique et la dimension empirique. Puis enfin, le troisième chapitre se basera sur la présentation et l'analyse des résultats, les approches de solution et les recommandations.

## **CHAPITRE 1 : CADRE INSTITUTIONNEL**

Le présent chapitre concerne le cadre institutionnel de notre étude qui est organisé autour de deux sections. Dans la première section, nous présenterons la Direction Générale du Budget (DGB) de façon relativement détaillée, mettant accent sur l'arrêté portant attributions, organisation et fonctionnement de ladite direction et la seconde concernera le déroulement du stage.

### **SECTION 1 : Présentation de la DGB**

#### **PARAGRAPHE 1 : Historique et objectifs**

Suivant l'arrêté n°0133/MEFPD/DC/SGM/DGB du 16 janvier 2015 portant attributions, organisation et fonctionnement, la Direction Générale du Budget est chargée :

- d'élaborer les lois de finances initiales et rectificatives ;
- d'exécuter les dépenses réparties de personnels et les dépenses non réparties du budget général de l'Etat ;
- de suivre l'exécution des dépenses du budget général de l'Etat et des budgets programmes à travers le Système Intégré de Gestion des Finances Publiques (SIGFiP) ;
- d'intégrer au budget général de l'Etat les projets et programmes inscrits au Programme d'Investissement Publique en collaboration avec les ministères sectoriels ;
- de concevoir, de mettre en œuvre, de suivre et d'évaluer les réformes budgétaires ;
- d'appuyer et d'assister techniquement les ministères et institutions de l'Etat dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des budgets programmes ;
- d'appliquer le code des pensions de retraites ;

- de former et de recycler le personnel appartenant aux corps de l'Administration Centrale des Finances (ACF) ;
- d'élaborer le compte administratif du budget général de l'Etat en dépenses ;
- d'assurer le traitement informatique des données relatives au budget.

## **PARAGRAPHE 2 : STRUCTURE ORGANISATIONNELLE**

La Direction Générale du Budget est composée de la Direction de la Préparation du Budget (DPB), de Direction de l'Exécution du Budget (DEB), de Direction des Dépenses en Capital (DDC), de Direction des Pensions et des Rentes Viagères (DPRV), de Direction de la Gestion des Ressources (DGR), de Direction de l'Informatique (DI) et Centre de Formation Professionnelle de l'Administration Centrale des Finances (CFPACF).

### **A. La Direction de la Préparation du Budget (DPB)**

La Direction de la Préparation du Budget comprend : le Secrétariat Administratif (SA), le Service de la Centralisation et le Service des Etudes et de la Statistique (SES). Elle est chargée :

- d'élaborer les lois de finances initiales et rectificatives ;
- d'étudier toutes les questions ou textes susceptibles d'avoir des répercussions sur les finances publiques ;
- de suivre le transfert des ressources aux communes.

### **B. La Direction de l'Exécution du Budget (DEB)**

La Direction de l'Exécution du Budget comprend : le Secrétariat (S), le Service des Dépenses Courantes Réparties (SDCR) ; Service des Dépenses Courantes Non Réparties (SDCN) et le Service de l'Ordonnancement et de la Comptabilité Administrative (SOCA). Elle est chargée de :

- liquider les soldes et accessoires des agents civils de l'Etat ;

- engager, de liquider et d'ordonnancer toutes les dépenses imputées sur les charges non réparties du budget général de l'Etat ;
- assurer la tenue du fichier solde des agents civils de l'Etat ;
- prendre les projets d'actes portant création de régies d'avances et de nomination des régisseurs d'avances d'agents comptables ;
- organiser les vérifications annuelles des caisses publiques ;
- élaborer le compte administratif du budget général de l'Etat en dépenses.

### **C .La Direction des Dépenses en Capital (DDC)**

La Direction des Dépenses en Capital comprend : le Secrétariat Administratif (SA), le Services de la Préparation du Budget des Dépenses en Capital (SPBDC), le Services de l'Exécution du Budget des Dépenses en Capital (SEBDC) et du Bureau d'Equipement Socio-Administratif (BESA). Elle chargée de :

- veiller à l'intégration au budget général de l'Etat des projets et programmes inscrits au programme d'investissements publics en collaboration avec les services techniques du ministère en charge de la prospective et des ministères sectoriels ;
- suivre l'exécution physique et financière des projets et programmes inscrits au Programme d'Investissement Publique(PIP) en liaison avec les directions opérationnelles du ministère en charge de la prospective et des ministères sectoriels
- définir les modalités d'exécution du programme d'investissements publics(PIP) en collaboration avec les ministères en charge du développement et les ministères sectoriels ;
- engager et de liquider les dépenses du budget d'équipement socio-administratif d'intérêt commun ;
- gérer les crédits des investissements en portefeuille ;
- tenir le fichier des régisseurs de projets et programmes ;

- élaborer les projets d'arrêté de création de régies spéciales d'avances, de régies PIP et de nomination des régisseurs pour les dépenses en capital ;
- suivre les dépenses afférentes aux contreparties béninoises dans les projets cofinancés.

#### **D. La Direction des Pensions et des Rentes Viagères (DPRV)**

La Direction des Pensions et des Rentes Viagères comprend : le Secrétariat Administratif (SA); la Cellule Informatique (CI) ; le Service des Etudes du Contentieux et des Archives (SECA) ; le Service de l'Exécution du Budget (SEB) du FNRB ; les Services Déconcentrés (SD). Elle est chargée de :

- élaborer et d'exécuter le budget du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) ;
- étudier les droits à pensions et aux rentes viagères ;
- liquider et d'ordonnancer les pensions et les rentes viagères ;
- valider les services stagiaires, auxiliaires et assimilés ainsi que le rachat des parts contributives ;
- étudier toutes les questions et tous projets de textes relatifs aux pensions et aux rentes viagères ;
- tenir le fichier des pensionnés ;
- suivre l'exécution du budget du Fonds National des Retraites du Bénin (FNRB) ;
- assurer la gestion informatisée des opérations de recettes et des dépenses du FNRB ;
- assurer la gestion et la conservation du fonds d'archives du FNRB ;
- élaborer le compte administratif du budget du FNRB en recettes et en dépenses ;
- étudier les dossiers relatifs aux frais de soins et d'hospitalisation des pensionnés du FNRB ;
- régulariser les pensions payées sans ordonnancement.

### **E. La Direction de la Gestion des Ressources (DGR)**

La Direction de la Gestion des Ressources est composée du : Secrétariat Administratif (SA), Secrétariat Central (SC), Secrétariat des Ressources Humaines (SRH), Service des Archives (SA), du Service des Ressources Financières et du Matériel (SRFM). Elle est chargée de :

- centraliser les informations relatives à la gestion du personnel de la DGB ;
- gérer et de suivre la carrière du personnel de la DGB ;
- liquider les différents avantages financiers du personnel de la DGB ;
- assurer la gestion des ressources financières de la DGB ;
- gérer les équipements, les mobiliers et les stocks de matériels et de fournitures ;
- gérer le parc automobile de la DGB ;
- tenir la comptabilité matières et de mettre à jour la base de données des mobiliers et équipements ;
- gérer le cadre organique de la DGB et les différents outils qui en découlent ;
- gérer les archives de la DGB.

### **F. La Direction de l'Informatique (DI)**

La Direction de l'Informatique comprend : le Secrétariat Administratif (SA), le Service Génie Logistique (SGL), le Service Administratif des bases de données (SABD), le Service Exploitation (SE), le Service Réseau, Maintenance et Sécurité (SRMS), le Service Organisation et Archives (SOA). Elle est chargée :

- de définir la politique informatique de la Direction Général du Budget (DGB) ;
- de produire des documents informatiques ;
- de mettre en œuvre l'exploitation des systèmes informatiques de la DGB ;
- de mettre en œuvre les outils informatiques indispensables aux différentes réformes à la DGB ;
- d'assurer l'interconnexion des matières, des Institutions de l'Etat et des structures déconcentrées dans le cadre de l'exploitation du SIGFiP ;

- d'assurer la sécurité et la disponibilité des bases de données et infrastructures réseaux ;
- d'assurer au niveau central et déconcentré l'assistance à tous les utilisateurs des différents systèmes informatiques (SIGFIP, SICOPE, SUNKWE, DEBLOCAGE, etc.)

### **G. Centre de Formation Professionnelle de l'Administration Centrale des Finances (CFPACF)**

Le CFPACF comprend : le Secrétariat (S), le Service des Affaires Pédagogiques (SAP), le Service des Affaires Financières et du Matériel (SAFM). Elle est chargée de :

- assurer la formation, le recyclage, et le perfectionnement du personnel de l'Administration Centrale des Finances et des agents des autres départements ministériels relevant des corps de l'Administration Centrale des Finances ;
- développer un partenariat avec les centres homologues ;
- procéder périodiquement à l'actualisation des programmes d'enseignement.

Elle travail en étroite collaboration avec la Direction en charge de l'Information du ministère dans le cadre des études, de la conception et de la mise en place des systèmes informatiques de la Direction Générale. Afin d'avoir une idée plus approfondie de l'organisation et des relations entre les différents directions et services de la DGB, nous avons réalisé un organigramme en annexes 15.

**SECTION 2** : Le déroulement des stages

Ici, nous mettrons accent sur les services de la DGB concernés par notre stage et les différentes tâches qui nous ont été assignées au cours de notre stage

**PARAGRAPHE 1** : Services concernés

Notre stage s'est déroulé dans trois (3) directions techniques de la DGB. Il s'agit de :

- la Direction de la Préparation du Budget,
- la Direction de l'Exécution du Budget,
- la Direction des Pensions et des Rentes Viagère.
  
- **la Direction de la Préparation du Budget**

Dans cette direction, nous avons parcouru trois (3) services. Il s'agit du :

- Secrétariat Administratif
- Service de la centralisation
- Service des Etudes et de la statistique
  
- **Le Secrétariat Administratif**

Le Secrétariat Administratif est chargé de : saisir les correspondances et les documents confidentiels du Directeur ; réaliser les opérations de classement des dossiers et de conserver toute la documentation de la Direction ; traiter le courrier de la Direction ainsi que toutes autres tâches de secrétariat.

- **Le Service de la Centralisation**

Conformément aux dispositions de la note de service N°025/ME/DCDGBM portant AOF de la DGB, ce service est chargé de : confectionner les états détaillés des recettes et des dépenses ainsi que les tableaux des effectifs numériques par Institution de l'Etat et par ministères annexés à la loi de finances ; recevoir, de dépouiller et de centraliser les propositions budgétaires de dépenses des Ministères et Institution de

l'Etat ; centraliser les propositions budgétaires des recettes des régies financières ; élaborer le budget général de l'Etat en liaison avec le Service des Etudes et de la Statistique ; faire la synthèse des dotations budgétaires et d'étudier toutes les demandes visant à modifier les autorisations budgétaires de dépenses de la loi de finance et de rédiger les projets de textes subséquents.

Pour effectuer ces différentes tâches, le Service de centralisation comprend quatre (4) divisions à savoir :

- Division de la Centralisation des Dépenses I
- Division de la Centralisation des Dépenses II
- Division de la Centralisation des Dépenses III
- Division de la Centralisation des Recettes IV

- **Le Service des Etudes et de la Statistique**

Il est chargé de : suivre l'exécution des opérations budgétaires de l'Etat ; participer à la réalisation du cadrage macroéconomique et de suivre l'évolution des différents agrégats macroéconomiques en liaison avec la Direction de la Prévision et de Conjoncture de la Direction Générale des Affaires Etrangères (DGAE) en vue d'analyser son incidence sur les finances publiques ; réaliser le cadre budgétaire ; élaborer les textes de lois de finances initiales et rectificative; rédiger le rapport de présentation des lois de finances initiales et rectificatives et tous autres documents nécessaires à la présentation du projet de loi de finances y compris les informations relatives aux budgets des organismes sous tutelle en liaison avec les autres structures compétentes ; étudier toutes les questions ou tous les projets de textes autres que ceux relatifs à la gestion de la carrière et qui sont susceptibles d'avoir des répercussions sur les finances publiques et de produire les informations statistiques sur le budget général de l'Etat.

- **La Direction de l'Exécution du Budget (DEB)**

Dans cette direction, nous avons parcouru un seul service : il s'agit du Service des Dépenses Courant Réparties.

Il est chargé de : contrôler et de suivre l'exécution des dépenses de fonctionnement réparties des Ministères et Institutions de l'Etat ; étudier tous les projets de textes relatifs à la gestion de la carrière des Agents de l'Etat ; étudier et de saisir les données relatives à la liquidation des droits salariaux des agents civils de l'Etat ; liquider les rappels de solde et accessoires des agents civils de l'Etat émergeant du budget national ; assurer la tenue du fichier solde des agents civils de l'Etat ; régulariser les salaires payés sans ordonnancement ; délivrer les certificats de cessation de paiement ; établir et d'émettre des ordres de recettes et avis d'émission d'ordre de recette relatifs aux soldes et accessoires mandatés à tort au profit des Agents de l'Etat et d'étudier les dossiers d'affiliation à la Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS) des Agents Contractuels de l'Etat. Le service des dépenses courantes réparties comprend :

- la Division du Secrétariat et des Ressources ;
- la Division des Etudes et du Contentieux ;
- la Division de la Liquidation des Droits Salariaux n°1 ;
- la Division de la Liquidation des Droits Salariaux n°2 ;
- la Division de la Liquidation des Droits Salariaux n°3.

- **Direction des Pensions et des Rentes Viagères**

En dehors du secrétariat administratif, nous avons parcouru aussi le Service de l'Exécution du FNRB. Il est chargé d'étudier les droits à pension et aux rentes viagères ; de liquider et d'ordonnancer les pensions et les rentes viagères ; de valider les services stagiaires, auxiliaires et assimilés ainsi que le rachat des parts contributives ; de tenir le fichier des pensionnés et des bénéficiaires des rentes viagères ; d'engager, de liquider et d'ordonnancer les dépenses de fonctionnement du FNRB ; élaborer le compte administratif du budget du FNRB en recettes et en

## Problématique de la sous-consommation de crédits budgétaires : cas des dépenses en capital financées sur ressources intérieures

---

dépenses ; de régulariser les cotisations des agents en position de détachement et de suivre le recouvrement des affiliés en collaboration avec le service des recettes de la

Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique. Le service de l'exécution du budget comprend :

- la Division des Recettes ;
- la Division Agent ;
- la Division ayants-Cause et la Division de la comptabilité.

## **CHAPITRE 2 : Cadre théorique et méthodologique**

Dans ce chapitre, nous aborderons successivement le cadre théorique et la méthodologie comportant respectivement la problématique, les objectifs et les hypothèses de recherche, l'intérêt de l'étude et le modèle d'analyse des données de l'étude et leur source.

### **Section1 : Cadre théorique**

#### **Paragraphe 1 : Problématique, objectifs, hypothèses et intérêt de l'étude**

##### **1-1. PROBLEMATIQUE**

Le budget de l'Etat est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les ressources et les dépenses annuelles de l'Etat : c'est l'ensemble des comptes qui décrivent pour année civile les dépenses et les ressources de l'Etat. L'exécution du budget repose sur la mise en œuvre de principes, règles, mesures et réformes. Le budget, une fois voté par le parlement, les crédits sont ouverts au profit des Ministères et Institutions en vue d'en faire une consommation efficace pour conduire le Gouvernement vers les objectifs visés. Ainsi, l'atteinte de ces objectifs visés, dépend en partie de l'efficacité et de la qualité de la gestion budgétaire à travers la consommation des crédits mis à disposition de ces Ministères et Institutions. C'est dans ce cadre que, le Gouvernement, pour renforcer la qualité de la gestion des dépenses publiques au Bénin, a poursuivi depuis le début des années 2000 de nombreuses réformes visant à améliorer la gestion des finances publiques à travers l'évaluation de la méthode PEFA (Public Expenditure and Financial Accountability) en 2007 et un plan d'action qui constitue le cadre de référence pour les réformes des finances publiques.

Malgré ces efforts consentis par le Gouvernement pour assurer la crédibilité, la transparence et le cycle budgétaire, il est constaté que les crédits budgétaires ne sont

pas totalement consommés comme prévu par la loi de finance alors que les besoins dépassent souvent les ressources disponibles et ce, à travers les taux d'exécution des dépenses publiques observés surtout, au niveau des dépenses en capital financées sur ressources intérieures au Bénin. En effet, le taux d'engagement moyen des dépenses publiques du Budget Général de l'Etat sur la période 2007 à 2009 a été de 58,63%. Spécifiquement, le taux d'engagement des dépenses en capital financées sur ressources intérieures a été de 28,1% en 2010 et de 83,47% sur la période de 2011 à 2014: il s'agit du phénomène de la sous-consommation des crédits budgétaires. Dans le même temps, quand on fait recours à l'évolution du Produit Intérieur Brut (PIB) de 2007 à 2009, le taux de croissance économique est de 4,1% ; 2,8% en 2010 ; puis de 7,5% sur la période 2011 à 2014. Par ailleurs, ces observations montrent que le taux de croissance du PIB est relatif au taux d'engagement des dépenses publiques. Cependant, afin de comprendre le phénomène de la sous-consommation des crédits budgétaires, on se demande : quelle influence les prévisions des dépenses en capital financées sur ressources intérieures ont-elles sur le PIB ? Quelle est l'impact de la sous-consommation des crédits budgétaires sur la croissance économique au Bénin ? Et quelles sont les causes ?

## **1-2. Objectifs**

- Objectif général: déterminer l'influence de la sous-consommation des crédits budgétaires sur l'économie béninoise

### Objectifs spécifiques

- Déterminer l'influence des dépenses prévisionnelles en capital financées en ressources intérieures sur le PIB au Bénin.
- Déterminer l'impact de la sous-consommation des crédits budgétaires alloués aux dépenses en capital financées en ressources intérieures sur le PIB au Bénin
- Identifier les causes qui expliquent la sous-consommation des crédits budgétaires dans le système de gestion des finances publiques au Bénin.

## **1-3. Hypothèses**

Cette étude est basée sur trois hypothèses :

### Hypothèse N°1

Les dépenses prévisionnelles en capital financées sur ressources intérieures ont un impact significativement positif sur le PIB

### Hypothèse N°2

La sous-consommation des crédits budgétaires alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures a un impact négatif et significatif sur le PIB au Bénin.

### Hypothèse N°3

La validation tardive des PTA, la non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et le manque de formation des agents impliqués sont les causes qui expliquent la sous-consommation des crédits budgétaires au Bénin.

## **1-4. Intérêt de l'étude**

Cette étude permet d'évaluer l'influence de la sous-consommation des crédits budgétaires sur l'économie béninoise, de mesurer le degré de ce phénomène, d'identifier les causes qui lui sont liées et d'en proposer les recommandations dans le but d'une amélioration dans la gestion des finances publiques au Bénin.

## **Paragraphe 2 : La revue de la littérature**

### **2-1. Définition des concepts**

Elle concerne la définition des mots clés de notre thème d'étude

#### **Le Budget :**

Le Budget est l'acte par lequel sont prévues les recettes et les dépenses d'une personne morale (Etat, Département, Commune, etc.) pendant une année civile.

**Finance publique :** Ensemble des activités propres aux mouvements des fonds (argent) de l'Etat.

**Loi de finance :** Loi d'autorisation des dépenses et du recouvrement des recettes.

**Crédits budgétaires :** c'est la somme prévue dans le budget pour une dépense publique.

**(Sources : Dictionnaire Universel)**

## **2-2. Revue théorique**

### **Rôle des dépenses publiques dans la croissance économique**

Les dépenses publiques sont les dépenses effectuées par l'Etat au cours d'une année en espérance d'une amélioration de l'activité économique. Elles concernent essentiellement l'investissement public et la masse salariale.

L'investissement en effet, est la variable clé de l'évolution économique. Dans le langage courant, la notion d'investissement décrit une multitude d'opérations : on investit dans l'acquisition d'une nouvelle machine, d'un logement, dans l'achat d'une nouvelle voiture, dans l'éducation de ses enfants. Les investissements sont les biens achetés pour en produire d'autres et venant grossir le stock de capital. C'est alors une activité économique qui consiste à renoncer à une consommation d'aujourd'hui pour accroître la production dans le futur. Lorsque les investissements sont opérés par l'Etat et les collectivités locales ; on parle de l'investissement public.

La notion de l'investissement est développée par la théorie de l'accélérateur simple. Selon cette théorie, dans la vie courante, lorsque la demande des biens et services augmente les entreprises accroissent leur demande en biens d'équipement pour faire face à cette demande supplémentaire. C'est ce principe qui est à la base de l'investissement connu sous le nom de l'accélérateur que l'on peut remonter à l'économiste Français Albert AFTALION (1909). Cette analyse a été reprise plus tard en 1917 par John Maurice-Clark dans le domaine des chemins de fer.

Koyck (1954) va alors apporter comme complément à la théorie de l'accélérateur simple, la notion des « anticipations et les retards » d'ajustement du stock de capital aux variations de la production anticipée. A cet effet, il définit un système constant auquel le stock de capital pourrait s'ajuster afin de favoriser le calcul du délai moyen de retard. De A. Aftalion à Koyck, aucune des théories étudiées n'a fait allusion à une variable de coût. Cette remarque pertinente fera l'objet d'étude de Jorgensen (1963) à travers sa théorie du coût du capital. Mais il faut noter que le concept du facteur coût du capital a déjà été aussi bien l'œuvre de Keynes (1936) que celle des « Classiques », Fisher (1993) notamment dans la décision d'investir. A ce titre, Keynes enseigne

que l'investissement est rentable (rentabilité financière) si son rendement excède son coût. Ce qui l'amène à calculer la valeur actualisée nette (VAN) du projet d'investissement. Les Classiques finissent par épouser les idées de Keynes selon lesquelles l'investissement est une fonction décroissante du taux d'intérêt. Cependant, le principal point de la divergence de leurs idées réside dans la détermination du taux d'intérêt : Keynes parlera du taux monétaire et les Classiques, du taux d'intérêt. Une autre vision de l'investissement est celle de Jorgensen (1963) qui véhicule que l'investissement est indépendant de la demande mais du coût des facteurs tels que : le coût du capital ( $c_t$ ), le taux de salaire ( $w_t$ ) et du prix des biens finis. Eu égard de ces efforts, il fallut attendre les grands travaux de Arrow-Fisher (1974) et de Henry (1974) pour évaluer les limites de Jorgensen. Tous les efforts de ce dernier n'ont pas pris en compte les caractères relatifs à l'irréversibilité et l'incertitude qu'ont abordées Arrow-Fisher (1974) et Henry (1974) lors de leur contribution à la décision d'investir.

### *Croissance économique*

La croissance économique est l'augmentation prolongée de la production agrégée au cours temps. Pour mesurer la croissance économique, les économistes font recours aux données relatives au Produit Intérieur Brut. Ainsi, pour donner une conception de la croissance économique, les classiques centrent essentiellement leur réflexion sur la dynamique économique et mettent très vite en avant le rôle de l'accumulation du capital dans la croissance économique. L'épargne qui permet l'investissement joue un rôle décisif. Selon Adam Smith (1723-1790), il existe de gains de productivité liés à la division du travail ouvrant la perspective d'un cercle vertueux de croissance et que les progrès de la division du travail étaient limités par la taille du marché. J. A. Schumpeter (1883-1950) propose une analyse originale du fonctionnement et de l'évolution du capitalisme. Pour lui, l'évolution de ce système économique se caractérise par la découverte de structures nouvelles qui détruisent et remplacent les structures anciennes. Selon Schumpeter, l'impulsion fondamentale qui met en mouvement l'économie est l'innovation qui est le résultat de l'initiative

capitaliste. La destruction créatrice est le processus de mutation qui révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique.

Pour expliquer la croissance économique, P. Romer met accent sur le capital physique. Ainsi, il a renouvelé l'analyse de l'investissement comme facteur de croissance. Il propose en 1986 un modèle basé sur les phénomènes d'externalité entre les firmes : en investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa propre productivité mais également celle des autres firmes concurrentes ou non. En effet, l'investissement dans les nouvelles technologies est le point de départ de nouveaux apprentissages par la pratique : amélioration des équipements en place, agencement des techniques existantes, augmentation de la compétence des travailleurs. Or ce savoir qui ne peut être approprié par la firme qui le produit se diffuse inévitablement aux autres firmes.

Le capital humain a été mis en évidence par deux économistes de l'école de Chicago, Th. Schultz et G. Becker et est au centre des recherches menées par R. Lucas. Il désigne l'ensemble des capacités apprises par l'individu qui accroît son efficacité productive. Ainsi, chaque individu est en effet propriétaire d'un certain nombre de compétences qu'il valorise en les vendant sur le marché du travail. Dans ce schéma, l'éducation est un investissement dont l'individu attend un certain retour. Le capital humain engendre des effets externes positifs.

R. J. Barro (1990), met accent sur le capital public dans la croissance économique. Pour lui, le capital public correspond aux infrastructures de communication et de transport. Le capital public n'est qu'une forme de capital physique qui résulte des investissements opérés par l'Etat et les collectivités locales. Le capital public comprend donc également les investissements dans les secteurs de l'éducation et de la recherche, dans les infrastructures. Tout ceci donne lieu à des effets externes positifs qui justifient l'intervention publique puisque l'équilibre du marché n'est plus un optimum. Dans le cas d'externalités positives, la production d'équilibre est inférieure à l'optimum. Dans ce contexte, il pourra incomber à l'Etat de créer des structures institutionnelles destinées à encourager l'investissement, la recherche, l'éducation et construction d'infrastructures.

Par ailleurs, K. Max (1818-1883) de l'école historique allemande et de l'institutionnalisme reconnaît l'importance du rôle des institutions dans la croissance économique. S. Kuznets (1901-1984) définissait d'ailleurs la croissance comme « une augmentation à long terme de la capacité d'offrir une diversité de biens, cette capacité croissante étant fondée sur le progrès de la technologie et les ajustements institutionnels et idéologiques qu'elle demande ». Pour D. North, les facteurs habituels avancés comme variables explicatives de la croissance, l'accumulation de capital, la technologie et les économies d'échelle, ne sont pas les causes de la croissance économique, ils n'en sont que la manifestation. Les causes de la croissance doivent être recherchées dans les « incitations à une organisation efficiente », dans l'aptitude de la société à mettre en œuvre les « arrangements institutionnels » qui bénéficient autant aux individus qu'à la société. Pour D. North, les institutions se définissent comme l'ensemble des règles qui régissent les interactions humaines. Dans son analyse, les institutions jouent un rôle majeur dans la croissance, que ce soit dans la construction de certaines infrastructures ou sur les marchés des capitaux, la législation des sociétés anonymes etc. la protection des droits de propriété et des contrats ainsi l'application équitable des lois et règlements pour éviter la corruption sont aujourd'hui souvent évoquées pour expliquer les écarts de performance entre certains pays en développement.

**(Source : Cours de Macroéconomie2/ FASEG/UAC)**

## **2-2- Revue empirique**

Certains auteurs ont travaillé dans le champ de notre étude et ont essayé d'identifier quelques facteurs qui expliquent la sous-consommation des crédits budgétaires au Bénin. Tamou (2011), dans son mémoire sur « contribution à une meilleure consommation de crédits du PIP sur financement du budget national au M.E.S.F.T.P » ENAM Cycle II à la page 45, identifie certaines difficultés liées à la sous consommation des crédits à savoir : la lourdeur administrative dans le circuit financier, la faible appropriation des outils modernes de gestion budgétaire par les

cadres, décaissement tardif des décomptes au profit des entrepreneurs dans le cadre de l'exécution sur financements intérieurs.

Par ailleurs, S. Gbedo (2005), dans son mémoire «*Consommation des crédits budgétaires au Bénin : difficultés rencontrées et approches de solutions* », a identifié les difficultés liées à la consommation des crédits budgétaires telles que : la lenteur observée dans les différentes phases d'exécution des dépenses publiques, le retard accusé dans les différentes procédures administratives et le faible taux d'exécution des dépenses en capital. Dans ce mémoire, il est retenu que la lenteur observée dans les différentes phases d'exécutions des dépenses publiques est due à l'insuffisance de la maîtrise des procédures d'exécution des dépenses publiques ; le retard accusé dans les différentes procédures administratives s'explique par le délai relativement long mis pour accomplir les formalités d'entrer en vigueur du contrat de prêt et le faible taux d'exécution des dépenses en capital résulte du retard accusé dans chacune des tâches relatives aux mécanismes du marché.

A cela nous ajoutons : l'absence de corrélation entre les prévisions de dépenses et la mobilisation des ressources, le conflit d'attribution entre DRFM et le

DCF, le manque d'un système formel de gestion prévisionnelle de la trésorerie, la mauvaise évaluation des dépenses en termes de prévisions, le retard dans la notification des crédits, la faiblesse des instruments et des capacités de prévisions, la lenteur dans le traitement et le paiement des décomptes, la validation tardive par certains ministères de leur plan de travail annuel et la non-maîtrise des procédures d'exécution des dépenses publiques.

## **Section 2 : cadre méthodologique**

Dans cette section, après avoir présenté la méthodologie de l'enquête, nous passerons à la Présentation et à la définition des variables et des signes attendus.

### **Paragraphe 1 : Méthodologie de l'enquête**

Ce chapitre se base d'une part sur l'approche empirique et la dimension théorique

## **I- Approche empirique relative à l'enquête**

C'est une approche qui contribue à la détermination de la méthode d'enquête envisagée à travers l'identification de l'objectif et la nature de l'enquête, l'échantillonnage et les outils de présentation des données.

### **1- Objectifs et nature de l'enquête**

#### **1-1- Objectifs de l'enquête**

L'objectif de notre enquête consiste à mobiliser les données nécessaires dans pour valider l'hypothèse relative aux causes de la sous-consommation des crédits budgétaires. Elle permet de savoir si la validation tardive des PTA, la non-maitrise de ces procédures d'exécution des dépenses publiques et le manque de formation des agents impliqués sont les facteurs qui expliquent la sous-consommation des crédits budgétaires dans le système de gestion des finances publiques au Bénin.

#### **1-2- Nature de l'enquête**

La nature d'enquête envisagée est l'enquête par questionnaires. L'enquête est une méthode de recherche qui peut intervenir en approche qualitative et surtout quantitative. Elle implique l'élaboration du questionnaire en fonction des cibles.

### **2- Echantillonnage et outils de présentation des données**

Nous ne pouvons mener une enquête sans préciser le cadre de l'enquête, la population mère, l'échantillonnage et la spécification des données à collecter :

#### **2-1- Cadre de l'enquête et population mère**

Pour retenir les causes relatives à la problématique de la sous-consommation de crédits dans le cas des dépenses en capital financées sur ressources intérieures au Bénin, nous intéresserons aux structures impliquées dans la finance publique. Pour obtenir une qualité meilleure de notre enquête, nous considérons comme population mère, les cadres et agents impliqués dans la gestion des crédits budgétaires à la Direction Générale du Budget DGB au MEFPD.

### **2-2-Echantillonnage**

Notre enquête sera interne. Interne, car elle se fera à la Direction Générale du Budget de l'Etat (DGB) et tel que l'indique le tableau 1 suivant.

### **2-3- Spécification des données à collecter**

Les données à collecter concerne les avis des enquêtés sur l'ampleur et les causes de la sous-consommation des crédits budgétaires.

**TABLEAU N°1 : Répartition de l'échantillon par Ministères et par Directions**

<b>MINISTERES CONSIDERES</b>	<b>DIRECTIONS</b>		<b>NOMBRES DE PERSONNES PREVUES</b>
MEFPD	DGB	DDC	10
		DEB	5
		DPB	5
TOTAL			20

**Source** : Réalisé par les auteurs (2015)

C'est à la base de ce tableau, que nous allons nous rendre sur le terrain, pour interroger les agents sur les facteurs qu'ils considèrent comme étant la(ou les) cause(s) relative (s) à la sous-consommation des crédits budgétaires. Nous adresserons un questionnaire conçu sur la base de nos hypothèses présenté en Annexe 1 de ce document.

## **II- Approche théorique et difficultés rencontrées**

### **1- Approche théorique**

Dans cette approche, nous allons préciser les outils d'analyse des données collectées, le cadre opératoire de l'étude.

#### **1-1- Les outils d'analyse des données collectées**

Pour l'analyse des données collectées, nous utiliserons à partir du questionnaire les logiciels Word et Excel.

#### **1-2- Seuil de décision lié aux causes de la sous-consommation des crédits budgétaires.**

Les causes qui seront retenues, seront celles qui auront une fréquence supérieure ou égale à 50%.

#### **. Difficultés rencontrées**

Au nombre des difficultés rencontrées, il y a :

- la réticence de certains cadres à répondre au questionnaire qui leur est soumis ;
- l'indisponibilité de certains agents n'a pas permis de couvrir toutes les questions ;
- la difficulté d'obtention de certaines réponses du fait de l'indisponibilité de la hiérarchie ;
- les grèves au sein de la DGB
- les Assemblées Générales au sein de la DGB.

### **Paragraphe 2** : Présentation du modèle, définition des variables et signes attendus

#### **1. Présentation du modèle**

Le modèle de base a pour cadre de référence la fonction de production de type Cobb-Douglas utilisée par GUEU (2008), inspirée des travaux de Barro (1990) et Témou (1999). L'avantage de ce modèle consiste à prendre en compte un certain

nombre de variables permettant d'expliquer l'évolution de la croissance économique dans les pays Africains. Le modèle est le suivant :  $PIBR = f(C, P, E)$  (1)

Avec PIBR=Croissance du PIB réel ; C= un panier de variables dites convenables (le capital physique, le travail et le capital humain) ; P=un panier de variables liées à la politique économique (les dépenses publiques et taux d'inflation) ; E= un panier de variables liées à l'environnement extérieur (l'indice des termes d'échange).

La fonction f de l'équation (1) se présente sous forme  $PIBR = AC^\alpha P^\beta E^\varnothing$  (2). En linéarisant, nous obtenons :  $\ln(PIBR) = \ln(A) + \alpha \ln(C) + \beta \ln(P) + \varnothing \ln(E)$

Soit  $\ln(PIBR) = a + \alpha \ln(C) + \beta \ln(P) + \varnothing \ln(E)$  avec  $\ln(A) = a$

## 2-Présentation et définition des variables

La revue de la littérature nous permet de déduire les variables relatives à la croissance économique à savoir : la production, les prévisions et les engagements (exécutions) des dépenses du Budget Général de l'Etat, les prévisions et les exécutions des dépenses financées sur ressources intérieures, les recettes budgétaires, la bonne gestion des crédits budgétaires, le taux de consommation des crédits alloués aux ressources intérieures, le taux de consommation des crédits du Budget Général de l'Etat, la sous-consommation des crédits budgétaires.

Compte tenu de l'aspect qualitatif de certaines variables et de l'intérêt de notre étude, nous allons retenir principalement dans notre modèle de base : le PIB, les prévisions des dépenses en capital financées sur ressources intérieures, les recettes budgétaires et la sous-consommation des crédits budgétaires alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures.

Le modèle retenu est le suivant :

$$PIB = c + \alpha \ln(DCRI\_PREV) + \beta \ln(SOUS-CONS) + \ln(RB) + \varepsilon_t$$

DCRI\_ PREV : Dépenses en Capital financées sur Ressources Intérieures en terme de Prévisions. Cette variable est introduite pour voir l'influence des prévisions des dépenses en capital sur la croissance économique au Bénin.

SOUS\_CONS : Sous-consommation des crédits budgétaires alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures. Elle concerne la partie non consommée de la somme prévue dans le Budget pour une dépense ; c'est l'écart entre les prévisions et les engagements des dépenses.

RB : Recettes Budgétaires. L'ensemble des dotations fiscales

### 3- Signes attendus

Tableau 2 : Récapitulation des signes attendus

Variable	Définition de la variable	Signe attendu
DCRI_PREV	Dépenses en capital financées sur ressources intérieures	+
SOUS_CONS	Sous-consommation des crédits budgétaires alloués en ressources intérieures	-
RB	Recettes Budgétaires	+

Source: Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale de 1980 à 2014.

### 4- Sources des données

Les données retenues vont de 1980 à 2014 et proviennent des sources suivantes

- Banque Mondiale (BM)
- Fonds Monétaire International (FMI) retrouvé à la DGAE

### 5- Procédure d'estimation et de validation du modèle

#### 5-1. Test de stationnarité de Dickey Fuller Augmented(ADF)

Une série chronologique est stationnaire si non espérance et sa variance restent inchangées dans le temps. En d'autres termes la série stationnaire ne comporte ni saisonnalité, ni tendance. Dickey et Fuller (1979 ; 1981) ont mis au point un test permettant non seulement de détecter l'existence d'une tendance mais aussi de déterminer la bonne manière de stationnariser une série.

Le test de racine unitaire indique l'ordre d'intégration des séries. Il en découle donc qu'une série est intégrée d'ordre 1 s'il convient de la différencier une fois avant de la stationnariser. Il est important de préciser que le choix porté sur le Dickey Fuller Augmented se justifie par le fait qu'il tient compte du nombre de retard. C'est le test qui tient compte de l'hypothèse qu'il n'y a aucune raison pour que, à priori ; l'erreur soit non corrélée. Mais les deux tests se font de la même manière, seules les tables statistiques diffèrent

On teste alors l'hypothèse nulle  $H_0$  contre l'hypothèse alternative  $H_1$ :

On teste l'hypothèse  $H_0$  contre  $H_1$

- $H_0$  : présence de racine unitaire (série non stationnaire)**
- $H_1$  : absence de racine unitaire (série stationnaire)**

La règle de décision est la suivante :

- si la valeur statistique calculée est inférieure à la valeur critique tabulée, on rejette l'hypothèse nulle de racine unitaire : la série étudiée est donc stationnaire ( **$ADF < \text{valeur critique}$ ,  $H_1$  rejetée**) ;
- si la valeur statistique calculée est supérieure à la valeur critique tabulée, on ne rejette pas l'hypothèse nulle de non stationnarité ( **$ADF > \text{valeur critique}$ ,  $H_0$  rejetée**).

✓ Test de normalité de Jarque Berra

Il est utile de vérifier dans un travail de recherche, la normalité des erreurs surtout pour le calcul des intervalles de confiances et aussi pour effectuer les tests de student sur les paramètres. Le test de Jarque Berra (1984) fondé sur la notion de skewness (asymétrie) et de kurtios (aplatissement), permet de vérifier la normalité d'une distribution statistique.

Hypothèse du test :

- $H_0$  : X suit une loi normale  $N(m, \sigma)$**
- $H_1$  : X ne suit pas une loi normale  $N(m, \sigma)$**

La statistique de J-B est définie par :  $J-B = n [s^2/6 + (k-3)^2/24]$ , où  $s$  représente le coefficient de dissymétrie (Skewness) et  $k$  le coefficient d'aplatissement (Kurtosis).

J-B suit sous l'hypothèse de normalité une loi de Khi-deux à 2 degrés de liberté.

On accepte au seuil de **5%** l'hypothèse de normalité si **J-B < 5,99** ou si la probabilité est supérieure à 5% (**Probability > 0,05**).

### **5-2. Test d'auto- corrélation des erreurs**

Il s'agit de tester si l'erreur à un instant ( $t$ ) a d'influence sur l'erreur des autres instants ou encore si l'erreur est indépendante d'une période à une autre.

La statistique de Breusch-Godfrey donnée par  $BG = n \cdot R^2$  suit une loi de Khi-deux à  $p$  degrés de liberté avec :

**P** : le nombre de retards des résidus ; **n** : le nombre d'observations et **R<sup>2</sup>** : le coefficient de détermination.

L'hypothèse de non corrélation des erreurs est acceptée si la probabilité est supérieure au seuil critique de 5% ou si  $n \cdot R^2 < \text{Khi-deux lu}$ .

### **5-3. Test d'homoscédasticité des erreurs**

Il est utilisé pour tester la constante de la variance de l'erreur dans le temps. Ce test permet de mesurer le risque de l'amplitude de l'erreur quelque soit la période. Les erreurs sont homoscédastiques si la probabilité est supérieure au seuil critique de 5%. Rappelons que le test utilisé est celui de Breusch-Pagan-Godfrey.

### **5-4. Test CUSUM de stabilité**

Ce test permet de détecter les instabilités structurelles des équations de régression au cours du temps.

$H_0$  : modèle stable

$H_1$  : modèle instable

### **5-5. Règle de décision**

Si la courbe ne coupe pas le corridor alors le modèle est stable et on accepte  $H_0$  et on rejette  $H_1$

**Chapitre 3 : Présentation et analyse des résultats, vérification des hypothèses, et suggestions**

**SECTION 1 : Présentation des données collectées et analyse comparée de l'évolution des variables budgétaires**

Cette section consiste successivement à présenter d'une part, les données de l'enquête et d'autre part, l'analyse comparées de l'évolution des variables budgétaires.

**Paragraphe 1 : Présentation et analyse des données collectées**

Ici, il est question de faire une statistique de l'enquête à travers les tableaux ci-dessous.

**1-1- Statistique de l'enquête**

Les tableaux 3 et 4 suivants récapitulent les avis des enquêtés sur les causes de la sous-consommation des crédits budgétaires dans système de gestion des finances publiques au Bénin. Le nombre de répondant prévu est 100% atteint. Toutefois, ce taux cache certaines disparités lorsqu'on se réfère à la fiche de dépouillement. En effet, dans certaines directions, le nombre de répondant a largement dépassé les prévisions, ce qui a permis de combler le gap constaté au niveau d'autres directions.

**Tableau n°3 :** Effectifs de chacune des causes supposées de la sous-consommation des crédits budgétaires

Cause de la sous-consommation des crédits budgétaires dans le système de gestion des finances publiques au Bénin								
	Validation tardive des Plans de Travail Annuel	Non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques	Manque de formation des agents impliqués	Lourdeur des procédures d'exécution des dépenses publiques	Non-finalisation à temps des documents à transmettre à la DGB	Lenteur administrative	Faiblesse des instruments et des capacités de prévision	Fermeture sporadique et fréquente du SIGFiP
Non	3	9	6	13	8	15	10	18
Oui	17	11	14	7	12	5	10	2
Total	20	20	20	20	20	20	20	20

Ce tableau nous permet d'avoir le tableau n°4 suivant :

Tableau n°4 : Fréquences de chacune des causes supposées de la sous-consommation des crédits budgétaires

Cause de la sous-consommation des crédits budgétaires dans le système de gestion des finances publiques au Bénin								
	Validation tardive des Plans de Travail Annuel	Non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques	Manque de formation des agents impliqués	Lourdeur des procédures d'exécution des dépenses publiques	Non-finalisation à temps des documents à transmettre à la DGB	Lenteur administrative	Faiblesse des instruments et des capacités de prévision	Fermeture sporadique et fréquente du SIGFiP
Non	15%	45%	30%	65%	40%	75%	50%	90%
Oui	85%	55%	70%	35%	60%	25%	50%	10%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%	100%

Source : Résultats de nos enquêtes

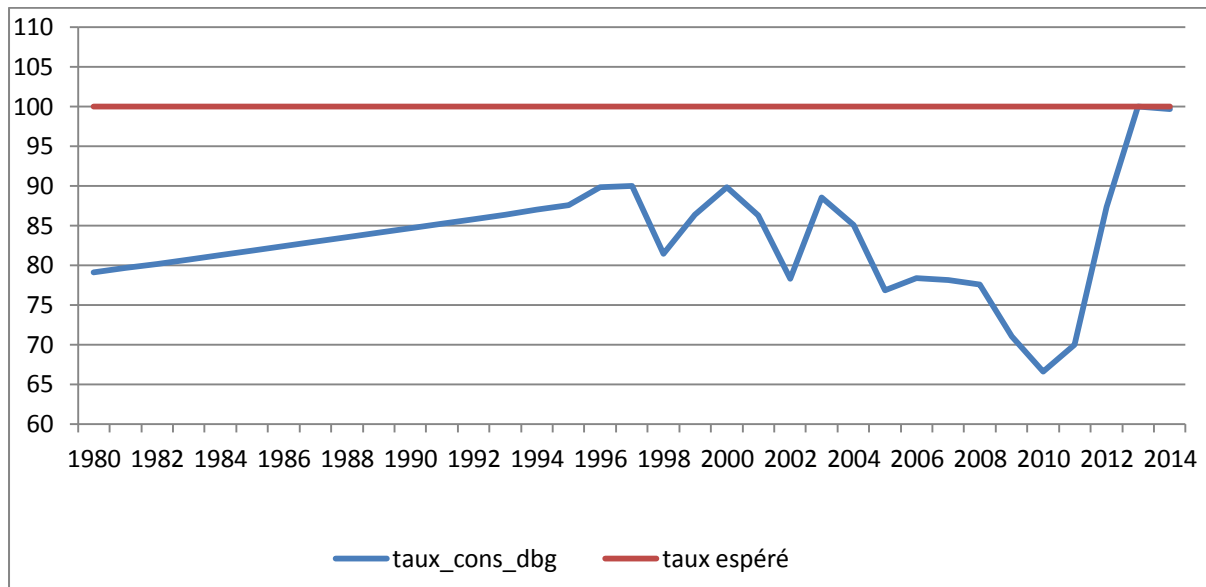
De l'analyse de ces deux tableaux, il ressort que la validation tardive des PTA, la non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques, le manque de formation des agents impliqués, la non-finalisation à temps des documents à transmettre à la DGB et la faiblesse des instruments et des capacités de prévisions sont les causes ayant une fréquence supérieure ou égale à 50%. Par ailleurs, 25% des enquêtés disent que cela est dû à la lenteur administrative, pour 35%, c'est la lourdeur des procédures d'exécution des dépenses publiques et enfin, 10% pensent que la sous-consommation des crédits budgétaires s'explique par la fermeture sporadique et fréquente du SIGFiP.

## Paragraphe 2 : Analyse comparée de l'évolution des variables

### 2-1- Analyse de l'évolution du taux de consommation global des crédits du Budget Général de l'Etat

La consommation des crédits du Budget Général de l'Etat détermine l'efficacité de la gestion budgétaire. L'évolution de la consommation des crédits budgétaires de 1980 à 2014 se présente comme suite.

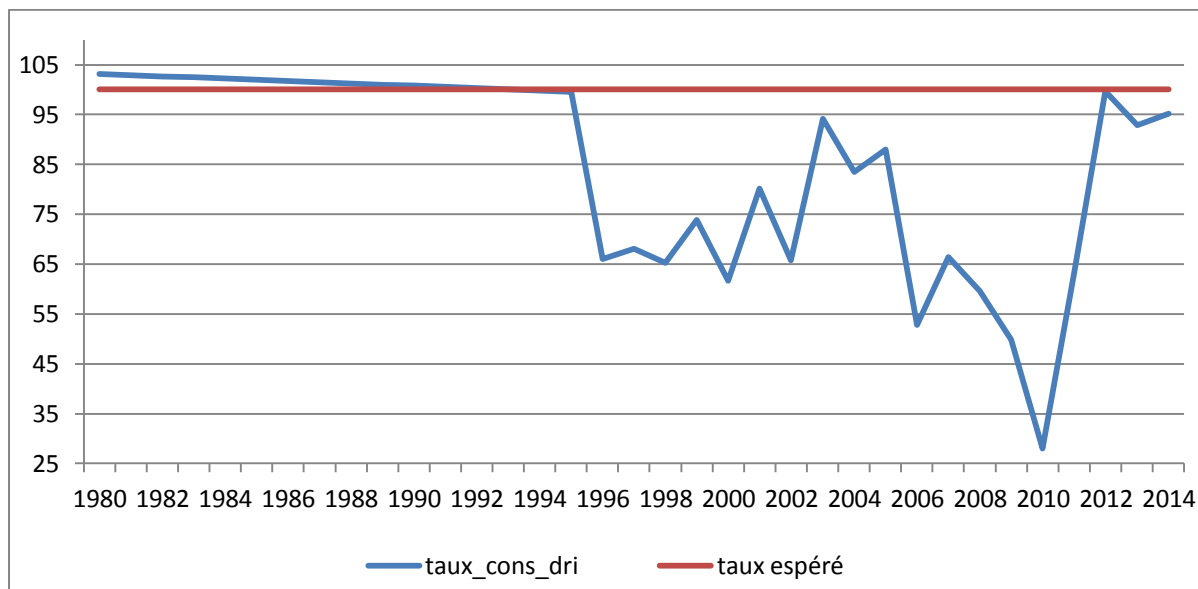
Graphique n°1 : Evolution du taux de consommation des crédits alloués aux dépenses du Budget Général de l'Etat



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE (2015)

D'après le graphique 1, on peut noter que le taux de consommation des crédits alloués aux dépenses du Budget Général de l'Etat est au maximum de 100,01% de 2013 à 2014 et de 66,54% au minimum de 2010 à 2011. En effet, sur la période de 1980 à 1997, le taux de consommation des crédits a une évolution croissante et celle en dent de scie sur la période de 1997 à 2006. La période 2005 à 2011 est caractérisée par une décroissance du taux et celle de 2011 à 2014, montre que le taux a une allure ascendante. En effet, de 2009 à 2013, le Gouvernement a mis en œuvre un Plan d'action pour l'amélioration de la gestion des finances publiques au Bénin. Les premières actions prévues dans ce Plan, visent l'amélioration du taux d'exécution des dépenses publiques à travers le renforcement des capacités des acteurs de la chaîne « Planification, Programmation, Budgétisation et Sui-évaluation ». Cette augmentation du taux d'exécution des dépenses est certainement due aux actions visées par le Gouvernement dans la gestion des finances publiques au Bénin.

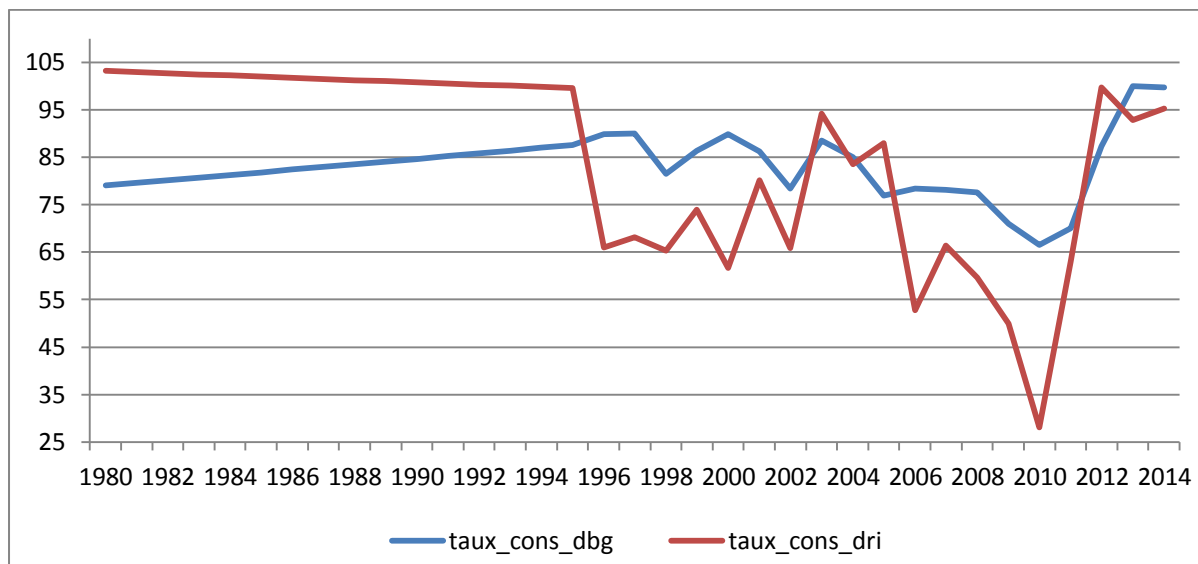
Graphique n°2 : Evolution du taux de consommation des crédits budgétaires alloués aux dépenses en capital financées sur ressources.



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE (2015)

D'après le graphique 2, on constate qu'au Bénin, les crédits alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures sont consommés au maximum environ de 103,16% et au minimum de 28,06% avec une variation de 20,19%. En effet, le taux de consommation est au-dessus du taux espéré sur la période de 1980 à 1990 et de 1990 à 1995 l'évolution du taux de consommation et celle du taux espéré ont été similaires ; c'est-à-dire que la somme prévue dans le budget a été totalement consommée. Durant la période de 1996 à 2010, on assiste à une évolution en dent de scie, croissante de 1996 à 2005 et décroissante de 2006 à 2010 avec environ un taux de 28,1% en 2010. Ce taux traduit les conséquences de la crise économique sur cette période caractérisée par la convoitise la recherche d'intérêt personnel, la corruption, le détournement des fonds publics. Par ailleurs de 2011 à 2013, on constate une évolution croissante du taux caractérisée par un écart entre le taux de consommation et le taux espéré. Durant cette période, le taux de consommation des crédits a progressivement augmenté. Cela peut se traduire par les résultats du Plan d'action pour l'amélioration de la gestion des finances publiques au Bénin (2009 à 2013).

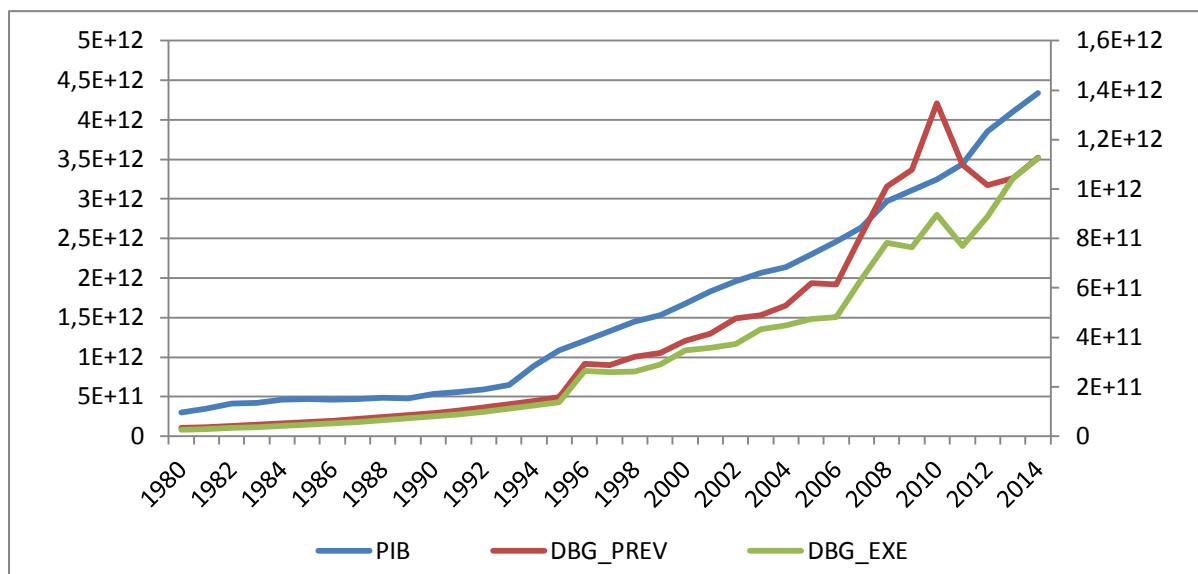
Graphique n°3 : Evolutions dépenses du budget général de l'Etat et des dépenses en capital financées sur ressources intérieures



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE (2015)

De ce graphique, on assiste à l'évolution comparée du taux de consommation générale des crédits de l'Etat et celle du taux de consommation des crédits alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures. Le graphique fait en effet une comparaison entre les graphiques 1 et 2. D'après les observations, on constate une légère évolution simultanément croissante des deux taux de 1980 à 1995. De 1996 à 2004, on note une évolution simultanément croissante en dent de scie de 1996 à 2004 et décroissante de 2005 à 2010. Par ailleurs il y a une forte croissance des taux de 2010 à 2014 de façon simultanée. Généralement, sur la période de 1980 à 1995 la sous-consommation des crédits est inexistante au niveau des ressources intérieures mais présente au niveau général. Ce qui montre que la sous-consommation des crédits budgétaires globaux de l'Etat ne provient pas de la consommation des crédits alloués aux dépenses en capital financée sur ressources intérieures sur la période de 1980 à 1995. De 1996 à 2010, on constate la sous-consommation simultanée aux deux niveaux mais, moins importante de 2011 à 2014. En conclusion, ce graphique montre en partie que la sous-consommation des crédits du Budget Général de l'Etat, ne provient pas en partie de celle provenant des crédits alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures.

Graphique n°4 : Analyse comparée de l'évolution du Produit Intérieur Brut, des Dépenses du Budget Général de l'Etat en terme de prévision et d'exécution



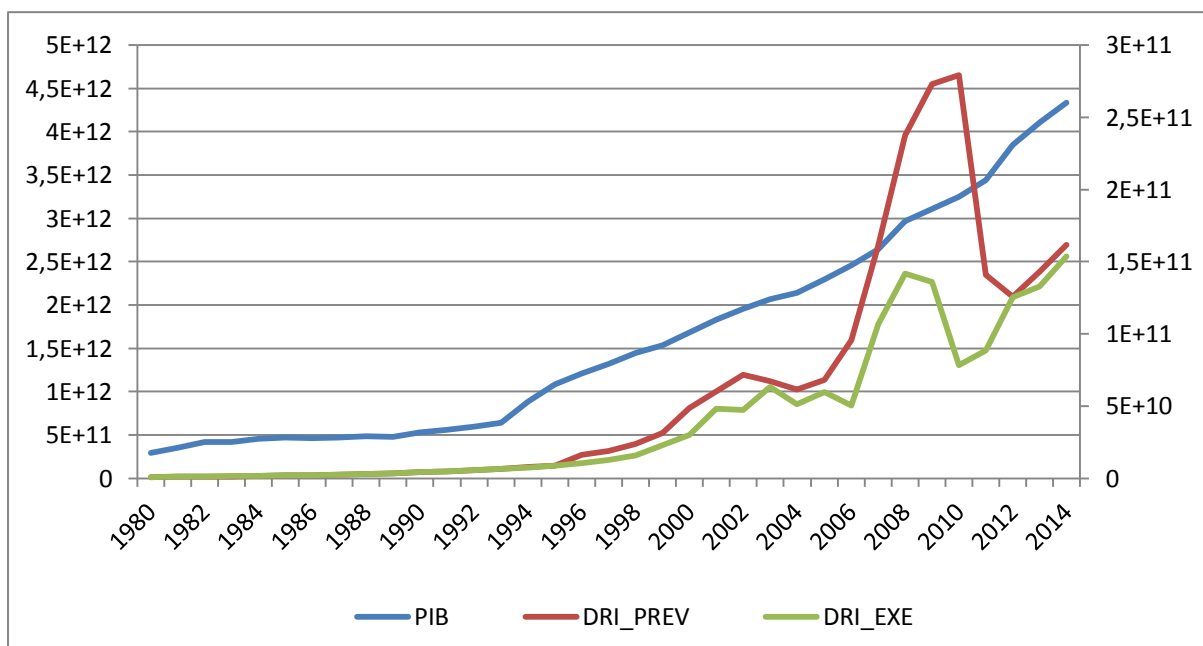
Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE (2015)

Le graphique 4 montre l'évolution comparée du PIB, des dépenses du Budget de l'Etat en terme prévisionnel et exécutif.

De ce graphique, sur la période de 1980 à 2014, le PIB, les dépenses du Budget Général en terme de prévision et celles d'exécution sont respectivement en moyenne de 1610 ; 417 et 343 milliards de francs CFA, au maximum de 4340 ; 1350 et de 1120 milliards de francs CFA et au minimum de 297 ; 33,5 et 26,5 milliards de francs CFA. Ainsi, sur la période de 1980 à 2014, l'évolution du PIB et des dépenses du Budget Général l'Etat à titre prévisionnel et exécutif ont été simultanément croissantes. En outre sur la période de 2007 à 2010, les prévisions de dépenses du Budget Général de l'Etat augmentent plus vite que les exécutions de dépenses et le PIB tandis que le PIB à son tour augmente plus vite que les dépenses d'engagement (exécution). Sur la période de 2007 à 2009, le Gouvernement a mis en œuvre la Stratégie de Croissance pour la Réduction de la Pauvreté (SCRRP 2007-2009).

En effet, l'objectif global de cette stratégie est l'amélioration des conditions de vies des populations à travers l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) dans le secteur de l'eau, de l'assainissement de base, de l'enseignement primaire et des soins de santé primaire ainsi que des progrès significatifs au niveau des autres OMD. Pour mettre en place cette stratégie, l'Etat a fait face aux importants besoins de dépenses et c'est ce qui explique la hausse des prévisions de dépenses sur la période de 2007 à 2010. La progression du PIB se traduit par les résultats de cette stratégie de croissance.

Graphique n° 5: Analyse comparée de l'évolution du Produit Intérieur Brut, des Dépenses en capital financées sur Ressources Intérieures en terme de prévision et d'exécution



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE (2015)

D'après le graphique 5, on assiste à une évolution comparée des dépenses en capital financées sur ressources intérieures (prévisions et exécution) et celle du PIB.

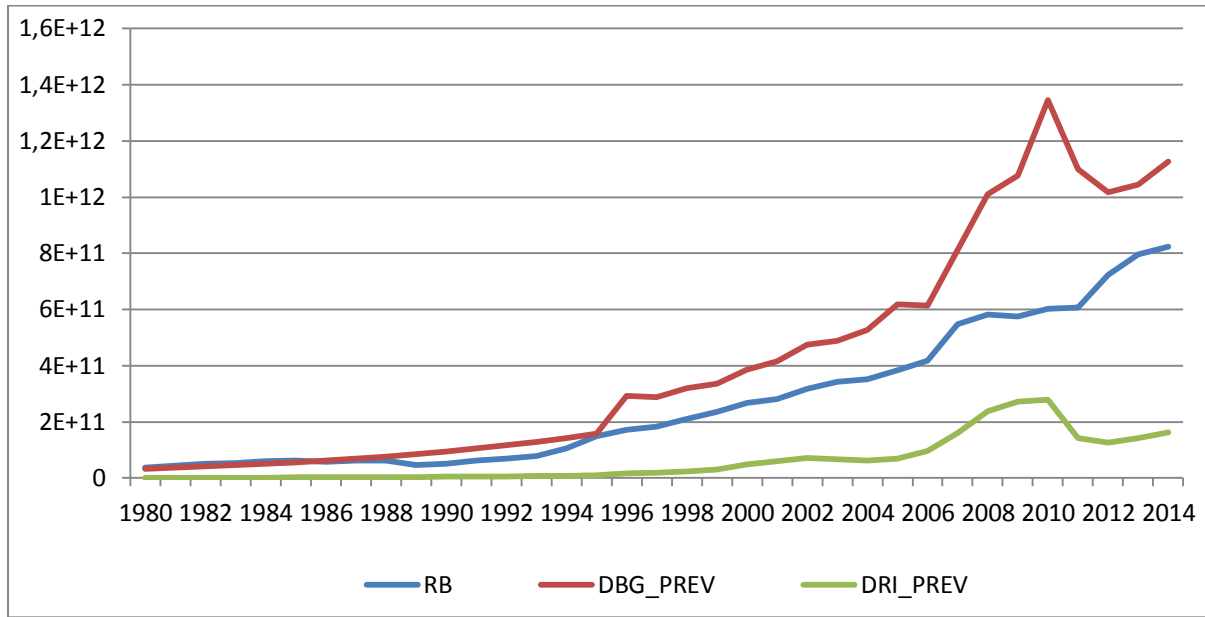
Sur la période de 1980 à 2014, les prévisions des dépenses en capital financées sur ressources intérieures ont atteint en moyenne 61,2 milliards, au maximum 279 milliards et au minimum 909 millions et varient de 80,7 milliards (en unité de francs CFA). Par ailleurs, les exécutions des dépenses ont atteint en moyenne 41 milliards, au

maximum 154 milliards et au minimum 938 millions avec une variation de 49,1 milliards (en unité de francs CFA). Sur la même période, la variation du PIB est de 1220 milliards, 1610 milliards en moyenne, 4340 milliards au maximum et de 297 milliards (en unité de francs CFA).

Sur toute la période de 1980 à 2014, on constate une évolution généralement croissante du PIB, des prévisions et des exécutions des dépenses en capital financées sur ressources intérieures. Toutefois, sur la période de 1980 à 1995, il n'y a aucun écart entre les prévisions et les exécutions des dépenses en capital financées sur ressources intérieures. D'autre part, sur la période de 1996 à 2011, on note une hausse du PIB, des prévisions et des exécutions des dépenses. Cette période est marquée par l'écart entre les prévisions et les exécutions des dépenses et ce dernier traduit-là la sous-consommation des crédits budgétaires qui est en effet, la différence entre les dépenses espérées et celles réalisées. Mais de 2012 à 2013, l'écart est négligeable et peut être dû aux efforts du gouvernement dans la gestion des finances publiques au Bénin.

Graphique n°6 : Analyse comparée de l'évolution de la Recette Budgétaire, des Dépenses du Budget Général de l'Etat et des Dépenses en capital financées sur Ressources Intérieures en terme de prévision.

## Problématique de la sous-consommation de crédits budgétaires : cas des dépenses en capital financées sur ressources intérieures



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la DGAE (2015)

Au vu de ce graphique, on constate une évolution croissante et simultanée des recettes budgétaires et des dépenses du Budget Général sur l'ensemble de la période de 1980 à 2014 d'une part et d'autre part un niveau généralement bas des prévisions de dépenses en capital financées sur ressources intérieures de 1980 à 1999. De 2000-2014, on note une évolution progressive et simultanée des recettes, des dépenses globales du budget et des exécutions des dépenses financées sur ressources intérieures.

En effet, en 2008, les recettes du Budget se sont établies à 581,3 milliards FCA en augmentation de 6,1% par rapport à 2007 et cela se caractérise sur la période 2007 à 2009 par les opérations financières de l'Etat, à travers la consolidation dans la mobilisation des recettes intérieures et une progression des dépenses de l'Etat nécessaires à la mise en œuvre de la SCRP 2007-2009. Toutefois, les recettes ont légèrement baissé de 0,9% en 2009, en raison des effets cumulés de la crise financière et économique internationale et de la baisse du commerce de réexportation vers le Nigeria.

Paragraphe 3 : Présentation des résultats

**3-1- Tests de stationnarité sur les variables**

Tableau 5 : Résumé des tests de stationnarité sur les variables du modèle (annexe 3)

Variables	Test de racine unitaire à niveau		Test de racine unitaire en différence première	
	Probabilité	Conclusion	Probabilité	Conclusion
<b>LPIB</b>	0,0202	Stationnaire I(0)	-	-
<b>LDRI_PREV</b>	0,0093	Stationnaire I(0)	-	-
<b>SOUS_CONS</b>	0,6616	Non stationnaire	0,0000	Stationnaire I(1)
<b>LRB</b>	0,0044	Stationnaire I(0)	-	-

Le tableau révèle que la variable sous consommation est stationnaire en différence première I(1) avec constante et sans tendance. Les autres variables sont stationnaires à niveaux I(0) sans constante et sans tendance. Les variables n'ont pas le même ordre de stationnarité. Nous allons passer à l'estimation de notre modèle par la méthode des Moindres Carrées Ordinaires en différenciant la variable stationnaire en différence première.

**3-2- Estimation par les MCO**

L'estimation du modèle initiale est en annexe 4. Il est important de tester la stabilité des coefficients du modèle.

**3-2-1. Tests CUSUM (Brown, Durbin, Ewans)**

Ces tests sont graphiques et permettent d'accepter ou non l'hypothèse de stabilité. Nos tests en annexe 5 sur le modèle initiale montrent que le modèle est structurellement stable mais ponctuellement instable car la courbe coupe le corridor.

### 3-2-2. Stabilisation du modèle

Pour stabiliser le modèle, nous pouvons utiliser une variable indicatrice (appelé aussi variable dummy). La variable indicatrice vaut 1 en 2007 et 2011 ; 0 les autres années de l'étude.

Tableau 6: Estimation des paramètres du modèle stabilisé

Dependent Variable: LPIB				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.002877	0.005656	0.508648	0.6150
LDRI_PREV	0.140458	0.034276	4.097824	0.0003
D(SOUS_CONS)	-0.060477	0.009703	-6.232518	0.0000
LRB	0.554730	0.043274	12.81903	0.0000
DUMMY	-0.058032	0.023001	-2.523069	0.0176
R-squared	0.949673			
Adjusted R-squared	0.940686			
Prob(F-statistic)	0.000000			

L'utilisation de la variable indicatrice a stabilisé le modèle (stable structurellement et ponctuellement), voir les graphiques de CUSUM en annexe 5.

Le pouvoir explicatif du modèle est de 94,96%. De plus le modèle est globalement significatif.

### 3-3. Tests de validité du modèle

#### 3-3-1. Test d'auto corrélation

Tableau 7 : Test d'auto corrélation (annexe 7)

Breusch-Godfrey Serial Corrélation LM Test:			
F-statistic	3.055731	Prob. F(2,26)	0.0643
Obs*R-squared	6.470890	Prob. Chi-Square(2)	0.0393

La probabilité du test (0,0393) est inférieure à 0,05 ce qui implique que les erreurs du modèle sont auto-corrélés. Le corrélogramme en annexe 6 nous montre le point de rupture.

### 3-3-2. Correction de l'auto corrélation par la méthode de Cochrane Orcutt

La méthode de Cochrane-Orcutt est une méthode d'estimation des paramètres qui doit être utilisé en cas de corrélation des erreurs. Nous avons vu que les erreurs du modèle linéaire étaient corrélées positivement. Nous donnons ci-dessous les estimations obtenues par la méthode de Cochrane-Orcutt.

Tableau 8 : Estimations par la méthode de Cochrane-Orcutt

Dependent Variable: LPIB				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.003383	0.011450	0.295450	0.7700
LDRI_PREV	0.116109	0.026151	4.440000	0.0001
D(SOUS_CONS)	-0.047290	0.008573	-5.516514	0.0000
LRB	0.554301	0.047750	11.60832	0.0000
DUMMY	-0.042069	0.017692	-2.377911	0.0250
AR(1)	0.566074	0.192638	2.938532	0.0068
R-squared	0.961668			
Adjusted R-squared	0.952823			
Prob(F-statistic)	0.000000			

### Test d'auto corrélation des erreurs

Tableau 9 : Test d'auto corrélation des erreurs (annexe 11)

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:			
F-statistic	0.364315	Prob. F(2,24)	0.6984
Obs*R-squared	0.972345	Prob. Chi-Square(2)	0.6150

On note que la méthode de Cochrane-Orcutt a corrigé la corrélation des erreurs.

### ***3-3-3. Test de normalité***

La probabilité du test est supérieure à 0,05 ; nous acceptons donc l'hypothèse  $H_0$  de normalité des résidus. ( Annexe 12)

### ***3-3-4. Test d'homoscédasticité***

Le test d'homoscédasticité des résidus en annexe 13 montre que les résidus sont homoscédastiques car la probabilité « P » de la statistique du test (Obs\*R-squared) valide l'hypothèse nulle d'absence d'hétéroscédasticité ( $P=0,7999 > 0,05$ ).

### ***3-3-5. Test Reset de Ramsey***

Selon Ramsey, la plupart des erreurs de spécification dans les modèles est due au fait que le vecteur erreur est non nul. Il est évident que les variables explicatives du modèle ne sont pas les seules qui influencent la production nationale.

$H_0$  : le modèle est bien spécifié

$H_1$  : le modèle est mal spécifié

On accepte  $H_0$  si la probabilité est supérieure à 5%.

On remarque que la probabilité de Fisher (0,2581) est supérieure à 5%, ce qui implique que le modèle est bien spécifié (annexe 14). De plus les coefficients des variables explicatives  $FITTED^1$  et  $FITTED^2$  sont significativement égales à zéro.

## **3-4- Interprétation et commentaires des résultats**

Après les résultats des estimations, il ressort que les Dépenses en Capital financées sur Ressources Intérieures en termes de prévision (DRI\_PREV) ont un impact significativement positif sur le PIB. Son coefficient de 0,1161 signifie qu'une augmentation de 100% des DRI\_PREV entraîne une augmentation d'environ 11,6 du PIB à 5%.

La sous-consommation des crédits budgétaires alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures (SOUS\_CONS) a un impact négatif et significatif

sur le PIB à 5%. Toutefois, son coefficient de -0,04729 signifie qu'une augmentation de 100% de la sous-consommation des dépenses en capital financées sur ressources intérieures entraîne une diminution environ de 4,73% du PIB.

Les recettes budgétaires impacte positivement et significativement le PIB à 5%. Son de 0.5543 signifie que l'augmentation de 100% des recettes budgétaires induit une augmentation du PIB environ de 55,43%.

D'après les résultats de l'enquête, il ressort que la validation tardive des PTA, la non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques, le manque de formation des agents impliqués, la faiblesse des instruments et des capacités de prévision et la non-finalisation à temps des documents à transmettre à la DGB sont les causes qui ont une fréquence supérieure ou égale à 50%. Elles sont considérées comme étant causes de la sous-consommation des crédits budgétaires dans le système de gestion des finances publiques au Bénin.

### **3-5. Vérification des hypothèses**

La vérification des hypothèses permet de confirmer ou d'infirmier les hypothèses de notre étude. Elle se base sur les résultats des estimations et ceux de l'enquête.

#### **3-5-1. Vérification de l'hypothèse n°1**

La première hypothèse dit que les dépenses en capital financées sur ressources intérieures en termes de prévision, ont un impact positivement significatif sur le PIB. En effet, selon cette hypothèse, le coefficient associé aux Dépense en Capital financées sur Ressources Intérieures (DRI\_PREV) doit être positif et significatif et tel est le cas après les résultats des estimations. Par conséquent l'hypothèse n°1 est confirmée et on conclut donc que les dépenses en capital financées sur ressources intérieures en termes de prévision ont un impact positif et statistiquement significatif sur le PIB.

### **3-5-2. Vérification de l'hypothèse n°2**

La deuxième hypothèse stipule que la sous-consommation des crédits budgétaires alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures a un impact négativement significatif sur le PIB. C'est-à-dire que le coefficient associé à la variable sous-consommation (SOUS\_CONS) doit être négatif et statistiquement significatif. De ce qui précède, le coefficient lié à la variable (SOUS\_CONS) est négatif et significatif. D'où la deuxième hypothèse est confirmée.

### **3-5-3. Vérification de l'hypothèse n°3**

La troisième hypothèse relative à l'enquête stipule que la validation tardive des PTA, la non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et le manque de formation des agents impliqués sont les causes qui expliquent le phénomène de la sous-consommation des crédits budgétaires dans le système de gestion des finances publiques au Bénin. En se référant au seuil de décision de notre hypothèse selon lequel "les causes qui seront retenues, seront celles qui auront une fréquence supérieure ou égale à 50%". Ainsi, d'après les résultats de l'enquête, la validation tardive des PTA, la non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et le manque de formation des agents impliqués sont les causes ayant une fréquence au moins supérieure à 50% précisées par les enquêtés. D'où la troisième hypothèse est confirmée.

Par ailleurs, en dehors des causes supposées, d'autres causes ont atteint le seuil de décision notamment : la faiblesse des instruments et des capacités de prévision et la non-finalisation à temps des documents à transmettre à la DGB. Toutefois, au cours de l'enquête, les répondants ont précisé certaines causes en dehors de celles supposées sur la fiche des questionnaires comme expliquant la sous-consommation des crédits budgétaires dans le système de gestion des finances publiques au Bénin. Elles concernent essentiellement : la mobilité des cadres au niveau de l'administration, la non connaissance des procédures, la non-maitrise des recettes, le manque d'anticipation au niveau sectoriel, le manque d'information et la corruption.

## **Section 2** : Approches de solutions relatives et recommandations

Dans cette section, nous avons d'une part, formulé quelques approches de solution relatives aux causes retenues.

### **Paragraphe1** : **Approches de solutions et recommandations**

#### *1-1- Approches de Solutions relatives au problème de la validation tardive des PTA*

Les résultats de l'enquête nous ont permis de comprendre que la validation tardive des PTA est une cause de la sous-consommation des crédits budgétaires.

En effet, dans le cadre de la gestion budgétaire, la justification des activités auprès de la DGB doit se faire par la transmission des documents tels que : le Plan de Travail Annuel (PTA), Plan de Passation des Marchés Publics (PPMP), Plan de Consommation de Crédits (PCC) et autres documents relatifs à la réalisation des activités retenues dans les programmes. Pour éradiquer ce problème, il est nécessaire de transmettre à bonne date des documents justificatifs. Pour cela, il faut :

- réduire les retards dans la transmission des PTA, PPMP et des PCC ;
- nommer à temps des régisseurs et coordonnateurs de projet
- mettre à disposition des ministères le canevas du plan de consommation des crédits ;
- sensibiliser les gestionnaires de crédits et les responsables financiers sur la régulation des Ordres de Paiement (OP) et ;
- rendre disponible en fin d'année N-1 les PPMP de l'année N.

#### *1-2- Approches de Solutions au problème de la non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et du manque de formation des agents impliqués*

Les résultats nous ont permis de comprendre que la non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et le manque de formation des agents impliqués

expliquent aussi la sous-consommation crédits budgétaires dans le système de gestion des finances publiques au Bénin. Toutefois, l'éradication de ce problème doit passer par le renforcement des capacités des acteurs qualifiés dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle LOLF. Pour cela, il faut :

- simplifier les procédures ;
- améliorer la qualité du réseau SIGFiP ;
- mettre en place un plan de renforcement périodique des capacités pour tenir compte de la mobilité des cadres ;
- et enfin, instituer et vulgariser les modalités d'exécution du budget de l'Etat et sensibiliser les acteurs de la chaîne des dépenses à travers les supports faciles (dépliants, brochures...etc.) à emporter selon la cible.

## Paragraphe 2 : Recommandations

### *2-1. Propositions pour l'amélioration de la consommation des crédits budgétaires*

Pour assurer une meilleure consommation des crédits il faut :

- la mise en place d'un système régulier et de fluidité de fonctionnement du SIGFiP ;
- la réduction de délai de passation des marchés publics et l'élaboration à temps des plans de passation desdits marchés en année n-1 ;
- le respect de la lettre de notification de crédits en matière des chargements indiqués et dérogation spéciale pour certaines dépenses ;
- le chargement des crédits sur demande et avis du régisseur avant l'engagement de la ligne ;
- la formation suffisante des cadres en matière des procédures d'exécution des dépenses publiques ;
- rendre disponibles en fin d'année n-1 les plans de passation des marchés publics de l'année n et mettre en place une équipe composée du DPP, DRFM,

DCF, DGB/DDC pour des missions de suivi périodique des dépenses en capital ;

- faire respecter les procédures en vigueur en matière de conduite des activités ;
- renforcer les capacités des acteurs de la chaîne de passation des marchés publics.

## Conclusion

L'exécution du budget général de l'Etat repose sur la mise en œuvre de principes, règles, mesures et réformes jugés indispensables pour assurer la qualité des dépenses publiques.

La présente étude s'inscrit dans le cadre de contribuer à une consommation efficace des crédits budgétaires alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures au Bénin. En effet, le constaté est que malgré les multitudes besoins face aux ressources limitées, les crédits alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures ne sont pas totalement consommés comme prévus par la loi de finance : c'est le phénomène de la sous-consommation des crédits budgétaires. Ce qui ne permet pas d'atteindre les objectifs visés par le gouvernement et a des conséquences non négligeables sur l'économie du pays.

Ainsi, cette étude a permis de connaître l'impact de la sous-consommation des crédits budgétaires sur la croissance économique au Bénin et les facteurs qui en sont responsables. Les résultats nous ont permis de comprendre que la sous-consommation des crédits budgétaires a un impact significativement négatif sur la croissance économique au Bénin. Une enquête a été menée auprès des responsables en charge de l'exécution du budget au Ministère de l'Economie, des Finances et des Programmes de Dénationalisation (MEFPD) à la Direction Générale du Budget (DGB), afin de connaître les causes liées à ce phénomène.

L'analyse des résultats de l'enquête nous a permis de conclure que : la validation tardive des PTA, la non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et le manque de formation des agents qualifiés impliqués sont les causes de la sous-consommation des crédits dans la gestion des finances publiques au Bénin. Toutefois, d'autres causes ont été prononcées par les enquêtés à savoir : la non-maitrise des recettes, le manque de l'information, la mobilité des cadres au niveau de l'administration.

Pour résoudre la problématique de la sous-consommation de crédits budgétaires au Bénin, des approches de solution et des recommandations sont proposées dans ce document. Parmi celles-ci il y a : la meilleure planification des dépenses lors de l'élaboration du budget, l'allègement des procédures d'exécution des dépenses publiques, le renforcement des capacités des acteurs par rapport à la nouvelle Loi Organique relative à la Loi de Finance (LOLF), limitation de la corruption des trésoriers publiques, la mise en place d'un système régulier et de fluidité de fonctionnement du SIGFiP, etc. Ainsi, pour y arriver les cadres doivent prendre connaissance de ces causes afin d'assurer la crédibilité, la transparence du budget et le cycle budgétaire.

Nous présentons nos souhaits que d'autres études puissent se pencher dans le domaine de la consommation des crédits budgétaires afin de mettre lumière sur les points que nous n'avons pas pu aborder dans ce mémoire.

**REFERENCES  
BIBLIOGRAPHIQUES**

**I- OUVRAGES**

- GUINIKOUKOU Félicien Lexique budgétaire, Septembre 2001
- BARRERE Alain (1997) « Economie Financière », 2<sup>ème</sup> Edition Dalloz Paris
- ADAM Smith (1723-1790) ; « Effets de productivité induits par le développement de la division du travail »
- AFTALION A. (1909), « La réalité de surproduction générale : Essai d'une théorie des crises générales périodiques », Revue d'économie politique
- Barro R. (1990) «Government Spending in a Simple Model of Endogenous Growth», Journal of Political Economy, Vol.98, N°5, Octobre 1990, PP.103-125.
- Jorgenson D. W. (1969), « Capital Theory and investment behaviour »; American Economic Review, P.241-259.
- J. Schumpeter ; « Capitalisme, socialisme et démocratie, 1942, Payot, édition française de 1951 »
- Keynes J. M. (1936), « Théorie générale de l'intérêt, de l'emploi et de la monnaie », trad. Française, la petite bibliothèque Payot, Paris, P16.
- Marx K. (1818-1883), « The Condition of the Working Class in England»
- Kuznets S. (1971), « Croissance et crise »

**II- MEMOIRES**

- TAMOU KISSIRA Gounou (2011) « Contribution à une meilleure consommation des crédits du PIP sur financement du budget national au M.E.S.F.T.P », Mémoire de fin de formation, cycle II de E.N.A.M Administration des Finances
- GBEDO S.ènamy Nadia (2005) « Consommation des crédits budgétaires au Bénin : difficultés rencontrées et approches de solutions », Mémoire de fin de formation, cycle I de E.N.A.M, Administration des Finances

- G. Kossi AGBIDI (2011) « Directive des marchés publiques et faible consommation de crédits » UAC, Economie et Finance

### **III- COURS, RAPPORTS ET AUTRES PUBLICATIONS**

- Macroéconomie 2/FASEG/ UAC
- Rapport final de l'évaluation des finances publiques PEFA, septembre 2007)
- Rapport d'Evaluation des modalités d'exécution du budget de l'Etat sur la période de 2010 à 2014
- Rapport d'exécution au 31 décembre 2014, du budget de l'Etat, gestion
- Rapport d'Etape de programme d'amélioration des performances de la DPB (2016-2018)
- Manuel de procédure d'exécution des dépenses publiques (Mai 2014)
- Banque Mondiale « manuel de gestion des dépenses publiques », pratique des pointes en management public.

### **IV- TEXTES LEGISLATIFS ET REGLEMENTAIRES**

- Loi n° 90-32 du 11 Décembre 1990 portant constitution de la République du Bénin
- Arrêté n°0133 /MEFPD/DC/SGMDGB portant attribution, organisation et fonctionnement de la DGB du 16 Janvier 2015
- Arrêté n°1002 du 02 Novembre 1998 créant des groupes projets Chaîne Budgétaire et Réforme Comptable et Suivi Validation

## ANNEXES

### Annexe 1 : Questionnaire de l'enquête

Bonjour Madame / Monsieur !

Dans le cadre de la rédaction de notre mémoire de fin de formation à la FASEG en Economie Appliquée sur le thème « **problématique de la sous-consommation de crédits budgétaires : cas des dépenses en capital financées sur ressources intérieures au Bénin** », nous aimerions connaître votre opinion sur l'ampleur de ce phénomène constaté dans le système de gestion des finances publiques au Bénin à travers les interrogations suivantes.

Nous vous disons merci d'avance.

**1) Selon vous, quel est la tranche de la consommation des crédits du Budget Général de l'Etat ?**

[0; 25]	<input type="checkbox"/>
[25; 50]	<input type="checkbox"/>
[50; 75]	<input type="checkbox"/>
[75; 80]	<input type="checkbox"/>
[80; 90]	<input type="checkbox"/>
[90; 100]	<input type="checkbox"/>

**2) Selon vous, qu'elle est la tranche de la consommation des crédits budgétaires alloués aux dépenses en capital financées sur ressources intérieures?**

[0; 25]	<input type="checkbox"/>
[25; 50]	<input type="checkbox"/>
[50; 75]	<input type="checkbox"/>
	<input type="checkbox"/>

[75; 80]

[80; 90]

[90; 100]

**3) A votre avis, qu'est qu'on peut retenir comme cause de la sous-consommation des crédits budgétaires dans le système de gestion des finances publiques au Bénin?**

- La validation tardive des Plan de Travail Annuel
- La non-finalisation à temps par les ministères sectoriels des documents devant être transmis à la DGB
- La lenteur administrative
- La lourdeur des procédures d'exécution des dépenses publiques
- La non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques
- Le manque de formation des agents qualifiés impliqués dans la procédure d'exécution
- La faiblesse des instruments et des capacités de prévision
- La fermeture sporadique et fréquente du SIGFiP
- Autres, à préciser

.....  
.....  
.....

**Annexe 2 : Données sur les variables de la statistique descriptive et de la modélisation**

Année	PIB	DBG_PREV	DBG_EXE	DRI_PREV	DRI_EXE	SOUS_CONS
1980	2,969E+11	3,3548E+10	2,6527E+10	909130620	937853198	0
1981	3,5084E+11	3,7201E+10	2,9616E+10	1058759492	1089645442	0
1982	4,166E+11	4,1253E+10	3,3066E+10	1233014967	1266005374	0
1983	4,174E+11	4,5746E+10	3,6917E+10	1435950205	1470909294	0
1984	4,593E+11	5,0728E+10	4,1217E+10	1672285451	1708977068	0
1985	4,698E+11	5,6253E+10	4,6018E+10	1947517832	1985576289	0

1986	4,627E+11	6,2379E+10	5,1378E+10	2268049216	2306943301	0
1987	4,6956E+11	6,9173E+10	5,7363E+10	2641335120	2680323806	0
1988	4,8259E+11	7,6706E+10	6,4044E+10	3076058124	3114136226	0
1989	4,7924E+11	8,506E+10	7,1504E+10	3582329826	3618161511	0
1990	5,3363E+11	9,4324E+10	7,9833E+10	4171926038	4203763667	0
1991	5,6039E+11	1,046E+11	8,9131E+10	4858560689	4884145972	0
1992	5,9442E+11	1,1599E+11	9,9513E+10	5658204808	5674648663	0
1993	6,4407E+11	1,2862E+11	1,111E+11	6589458011	6593094808	0
1994	8,8726E+11	1,4263E+11	1,2405E+11	7673981121	7660192151	1
1995	1,083E+12	1,5816E+11	1,3849E+11	8937000000	8900000000	1
1996	1,2078E+12	2,9303E+11	2,632E+11	1,6286E+10	1,0755E+10	1
1997	1,3239E+12	2,8694E+11	2,5823E+11	1,8822E+10	1,2823E+10	1
1998	1,4484E+12	3,2057E+11	2,6099E+11	2,4049E+10	1,5702E+10	1
1999	1,5324E+12	3,3593E+11	2,9016E+11	3,1264E+10	2,3107E+10	1
2000	1,6796E+12	3,8664E+11	3,4715E+11	4,8682E+10	3,0007E+10	1
2001	1,8321E+12	4,1481E+11	3,5777E+11	6,0109E+10	4,8197E+10	1
2002	1,9569E+12	4,7581E+11	3,7262E+11	7,1836E+10	4,7271E+10	1
2003	2,0675E+12	4,8909E+11	4,329E+11	6,726E+10	6,3367E+10	1
2004	2,14E+12	5,2811E+11	4,491E+11	6,1307E+10	5,1167E+10	1
2005	2,2987E+12	6,184E+11	4,7532E+11	6,814E+10	5,9922E+10	1
2006	2,4602E+12	6,1446E+11	4,816E+11	9,5736E+10	5,0524E+10	1
2007	2,6417E+12	8,1256E+11	6,3467E+11	1,6113E+11	1,0696E+11	1
2008	2,9705E+12	1,0102E+12	7,8309E+11	2,376E+11	1,4175E+11	1
2009	3,1091E+12	1,0768E+12	7,6437E+11	2,7284E+11	1,3609E+11	1
2010	3,2499E+12	1,3464E+12	8,9594E+11	2,7935E+11	7,8397E+10	1
2011	3,4398E+12	1,0994E+12	7,6945E+11	1,409E+11	8,8759E+10	1
2012	3,851E+12	1,0165E+12	8,8742E+11	1,2559E+11	1,2516E+11	1
2013	4,1041E+12	1,0445E+12	1,0446E+12	1,43E+11	1,3272E+11	1
2014	4,3385E+12	1,1275E+12	1,1235E+12	1,616E+11	1,539E+11	1

Année	DUMMY	RB	taux_cons_dbg	taux_cons_dri
1980	0	3,721E+10	79,07091286	103,1593455
1981	0	4,3652E+10	79,61063224	102,9171828
1982	0	5,1514E+10	80,15403562	102,6755885
1983	0	5,2922E+10	80,70114814	102,4345614
1984	0	5,8705E+10	81,25199511	102,1941001
1985	0	6,1342E+10	81,80660205	101,9542032
1986	0	5,7098E+10	82,36499459	101,7148695
1987	0	6,1905E+10	82,92719859	101,4760977
1988	0	6,2897E+10	83,49324007	101,2378863
1989	0	4,6046E+10	84,06314521	101,0002341
1990	0	4,9899E+10	84,63694039	100,7631398
1991	0	6,1509E+10	85,21465215	100,5266021
1992	0	6,949E+10	85,79630724	100,2906196
1993	0	7,7301E+10	86,38193258	100,0551911
1994	0	1,0529E+11	86,97155525	99,8203153
1995	0	1,4912E+11	87,56520255	99,58599082
1996	0	1,719E+11	89,82145051	66,03831512
1997	0	1,819E+11	89,99501633	68,12772288
1998	0	2,1126E+11	81,41579946	65,29169612
1999	0	2,3483E+11	86,37646386	73,90928864
2000	0	2,6621E+11	89,78553582	61,63879873
2001	0	2,8112E+11	86,24881873	80,18266815
2002	0	3,1817E+11	78,31322009	65,80405368
2003	0	3,429E+11	88,5120878	94,21201308
2004	0	3,514E+11	85,03788955	83,46029002
2005	0	3,8343E+11	76,86310846	87,93953625
2006	0	4,1702E+11	78,37876105	52,77429598
2007	1	5,4799E+11	78,10736671	66,3803483
2008	0	5,8127E+11	77,52144722	59,65765849

2009	0	5,7585E+11	70,98615695	49,87758303
2010	0	6,0273E+11	66,54146719	28,06407732
2011	1	6,0598E+11	69,9897942	62,99432221
2012	0	7,2253E+11	87,29738557	99,65523007
2013	0	7,9538E+11	100,0140068	92,80979021
2014	0	8,2267E+11	99,64686537	95,23688119

Annexe 3 : Test de stationnarité sur les variables

**LPIB**

Null Hypothesis: LPIB has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.351095	0.0202
Test critical values:		
1% level	-2.636901	
5% level	-1.951332	
10% level	-1.610747	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

**LDRI\_PREV**

Null Hypothesis: LDRI\_PREV has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 1 (Automatic - based on AIC, maxlag=2)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.664992	0.0093
Test critical values:		
1% level	-2.636901	
5% level	-1.951332	
10% level	-1.610747	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

## SOUS\_CONS

Null Hypothesis: SOUS\_CONS has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.203314	0.6616
Test critical values:		
1% level	-3.639407	
5% level	-2.951125	
10% level	-2.614300	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Null Hypothesis: D(SOUS\_CONS) has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on AIC, maxlag=0)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.744563	0.0000
Test critical values:		
1% level	-3.646342	
5% level	-2.954021	
10% level	-2.615817	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

## LRB

Null Hypothesis: LRB has a unit root

Exogenous: None

Lag Length: 3 (Automatic - based on AIC, maxlag=3)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-2.959976	0.0044
Test critical values:		
1% level	-2.641672	
5% level	-1.952066	
10% level	-1.610400	

\*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Annexe 4: Estimation par les MCO du modèle initiale

Dependent Variable: LPIB

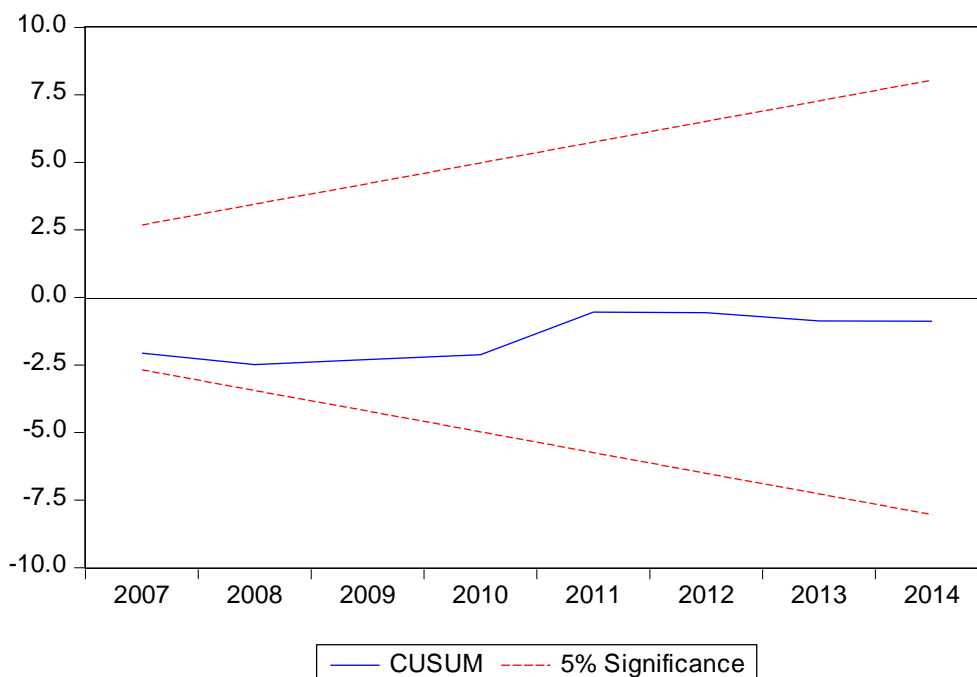
Method: Least Squares

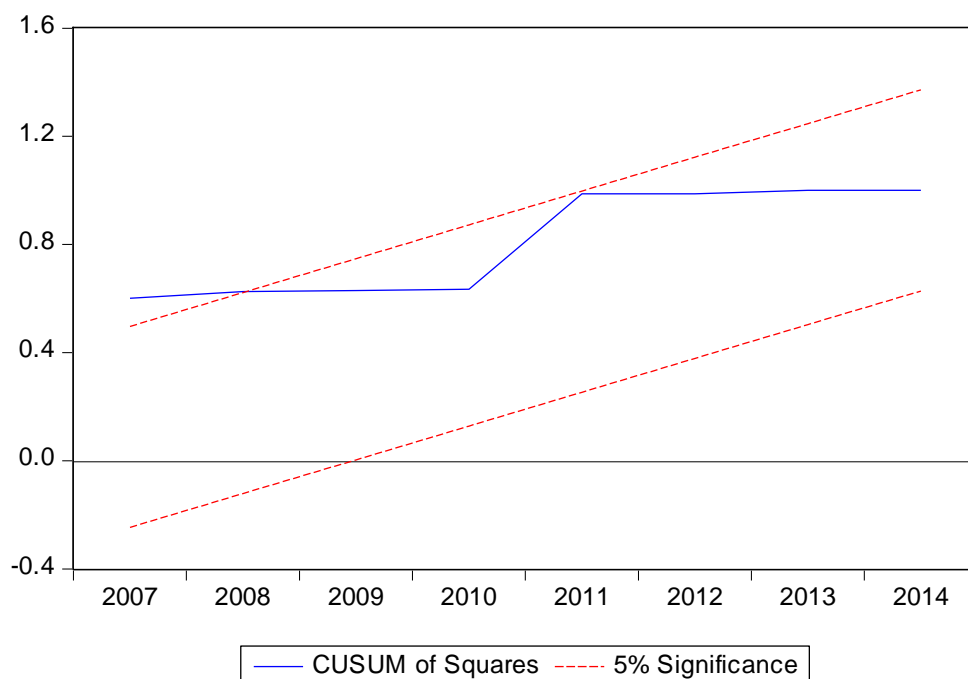
Sample (adjusted): 1981 2014

Included observations: 34 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-8.24E-05	0.008552	-0.009634	0.9924
LDRI_PREV	0.015201	0.026036	0.583830	0.5637
D(SOUS_CONS)	-0.073943	0.050536	1.463181	0.1538
LRB	0.550857	0.044411	12.40371	0.0000
R-squared	0.868713	Mean dependent var	-0.000573	
Adjusted R-squared	0.855584	S.D. dependent var	0.129253	
S.E. of regression	0.049119	Akaike info criterion	-3.079016	
Sum squared resid	0.072380	Schwarz criterion	-2.899444	
Log likelihood	56.34328	Hannan-Quinn criter.	-3.017777	
F-statistic	66.16882	Durbin-Watson stat	0.924985	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 5 : Tests de stabilité du modèle initiale





Annexe 6 : Estimation des paramètres du modèle stabilisé

Dependent Variable: LPIB

Method: Least Squares

Sample (adjusted): 1981 2014

Included observations: 34 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.002877	0.005656	0.508648	0.6150
LDRI_PREV	0.140458	0.034276	4.097824	0.0003
D(SOUS_CONS)	-0.060477	0.009703	-6.232518	0.0000
LRB	0.554730	0.043274	12.81903	0.0000
DUMMY	-0.058032	0.023001	-2.523069	0.0176
R-squared	0.949673	Mean dependent var	-0.000573	
Adjusted R-squared	0.940686	S.D. dependent var	0.129252	
S.E. of regression	0.047790	Akaike info criterion	-3.108936	
Sum squared resid	0.066233	Schwarz criterion	-2.884471	
Log likelihood	57.85191	Hannan-Quinn criter.	-3.032387	
F-statistic	53.09616	Durbin-Watson stat	1.007109	
Prob(F-statistic)	0.000000			

Annexe 7 : Test d'auto corrélation du modèle stable

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

---

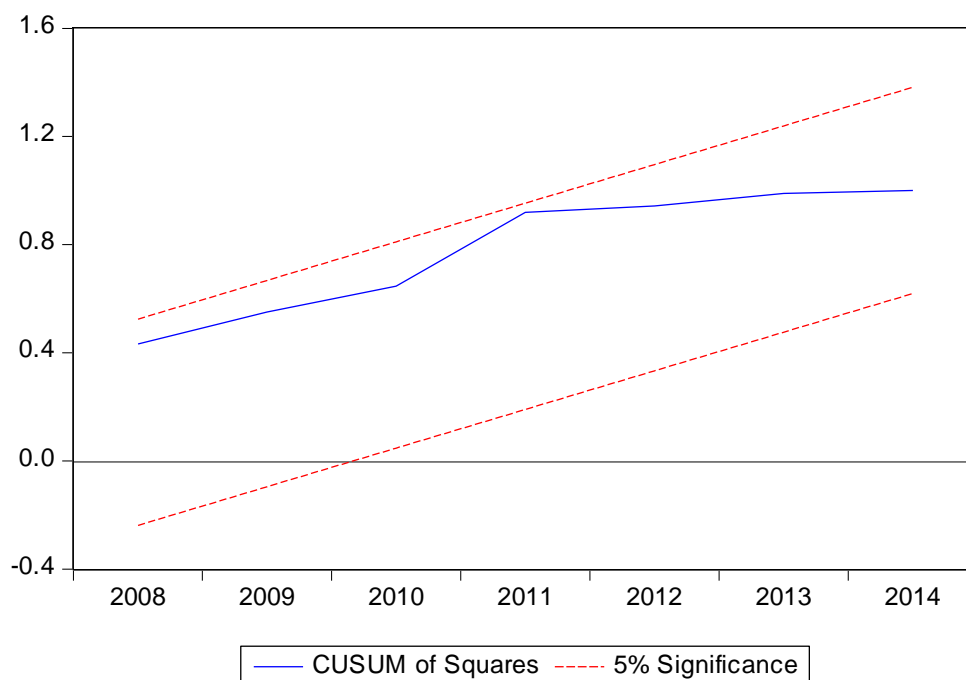
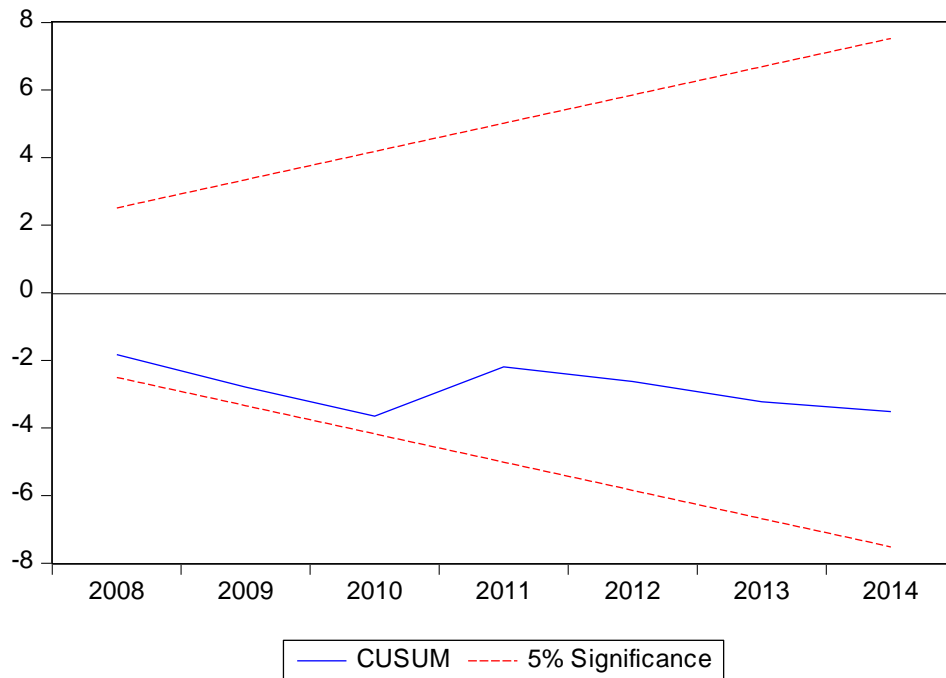
---

F-statistic	3.055731	Prob. F(2,26)	0.0643
Obs*R-squared	6.470890	Prob. Chi-Square(2)	0.0393

---

---

Annexe 8 : Tests de CUSUM du modèle avec dummy



## Annexe 9 : Corrélogramme des résidus du modèle stabilisé

Sample: 1981 2014  
Included observations: 34

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
		1	0.408	0.408	6.1844	0.013
		2	0.175	0.010	7.3538	0.025
		3	0.014	-0.073	7.3616	0.061
		4	-0.098	-0.097	7.7533	0.101
		5	0.071	0.189	7.9690	0.158
		6	0.150	0.100	8.9573	0.176
		7	0.086	-0.059	9.2903	0.232
		8	-0.031	-0.116	9.3366	0.315
		9	-0.150	-0.084	10.445	0.316
		10	-0.239	-0.125	13.351	0.205
		11	-0.247	-0.137	16.601	0.120
		12	-0.205	-0.104	18.935	0.090
		13	-0.296	-0.252	24.055	0.031
		14	-0.275	-0.136	28.666	0.012
		15	-0.100	0.118	29.312	0.015
		16	-0.065	0.011	29.595	0.020

## Annexe 10 : Estimations par la méthode de Cochrane-Orcutt

Dependent Variable: LPIB

Method: Least Squares

Sample (adjusted): 1982 2014

Included observations: 33 after adjustments

Convergence achieved after 11 iterations

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	0.003383	0.011450	0.295450	0.7700
LDRI_PREV	0.116109	0.026151	4.440000	0.0001
D(SOUS_CONS)	-0.047290	0.008573	-5.516514	0.0000
LRB	0.554301	0.047750	11.60832	0.0000
DUMMY	-0.042069	0.017692	-2.377911	0.0250
AR(1)	0.566074	0.192638	2.938532	0.0068
R-squared	0.961668	Mean dependent var	-0.003766	
Adjusted R-squared	0.952823	S.D. dependent var	0.129887	
S.E. of regression	0.040817	Akaike info criterion	-3.396472	
Sum squared resid	0.044983	Schwarz criterion	-3.124380	
Log likelihood	62.04179	Hannan-Quinn criter.	-3.304921	

F-statistic	59.40843	Durbin-Watson stat	1.527935
Prob(F-statistic)	0.000000		

---



---

Inverted AR Roots	.71
-------------------	-----

---



---

Annexe 11 : Test d'auto corrélation des erreurs du modèle final

Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Test:

---



---

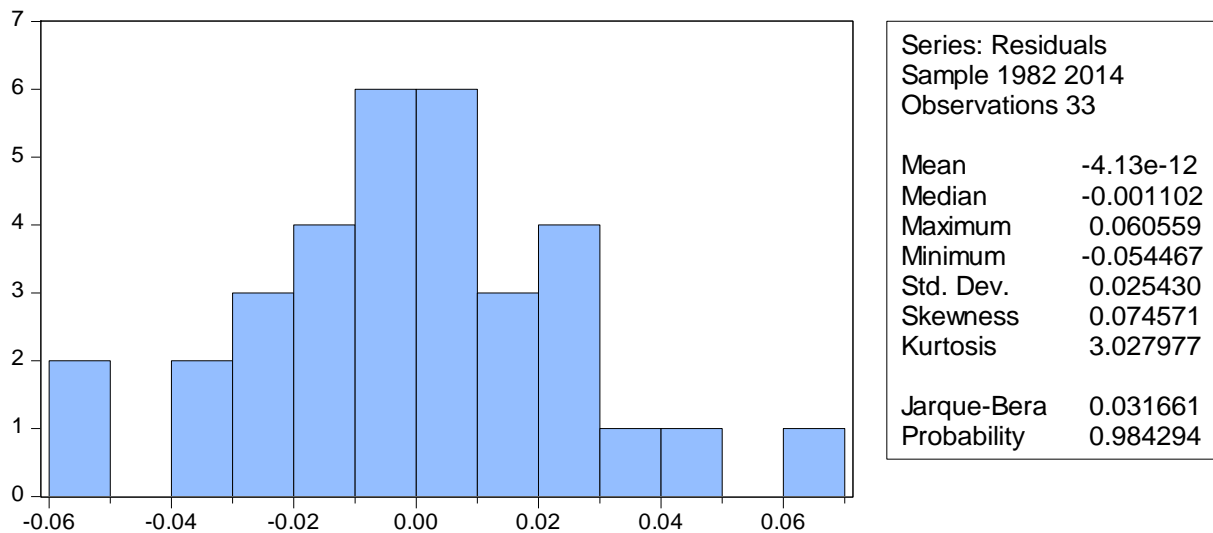
F-statistic	0.364315	Prob. F(2,25)	0.6984
Obs*R-squared	0.972345	Prob. Chi-Square(2)	0.6150

---



---

Annexe 12 : Test normalité sur les résidus du modèle final



Annexe13 : Test d'homoscédasticité des résidus du modèle final

Heteroskedasticity Test: Breusch-Pagan-Godfrey

---



---

F-statistic	0.412770	Prob. F(5,27)	0.8357
Obs*R-squared	2.343357	Prob. Chi-Square(5)	0.7999
Scaled explained SS	1.474994	Prob. Chi-Square(5)	0.9159

---



---

Annexe 14 : Test Reset de Ramsey

Ramsey RESET Test

Specification: LPIB C LDRI\_PREV D(SOUS\_CONS)

LRB DUMMY AR(1)

Omitted Variables: Powers of fitted values from 2 to 3

	Value	df	Probability
F-statistic	1.434018	(2, 24)	0.2581
Likelihood ratio	3.725155	2	0.1553

LR test summary:

	Value	df
Restricted LogL	74.85279	26
Unrestricted LogL	76.71536	24

Unrestricted Test Equation:

Dependent Variable: LPIB

Method: Least Squares

Sample: 1982 2014

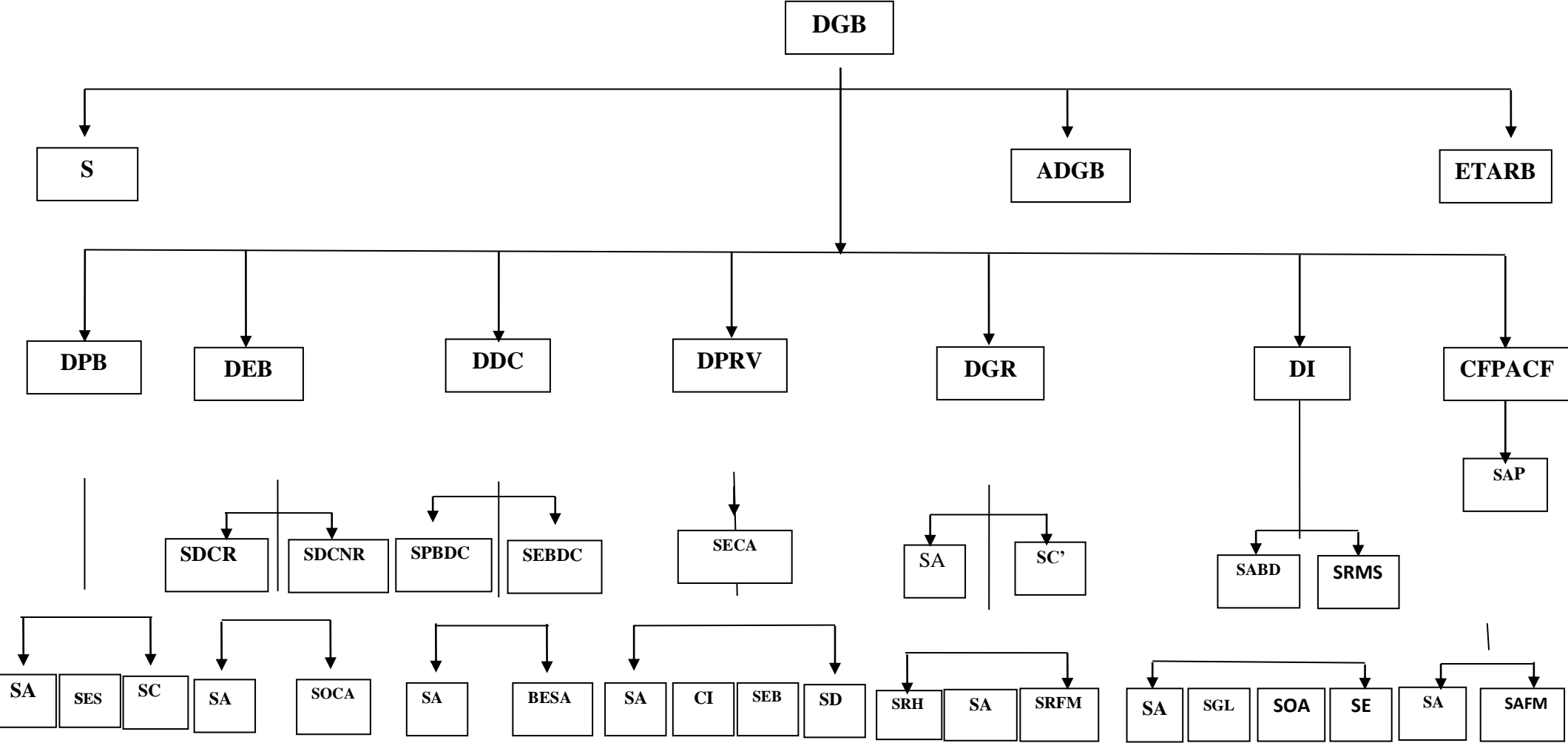
Included observations: 33

Convergence achieved after 42 iterations

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.004273	0.012923	-0.330620	0.7438
LDRI_PREV	0.144192	0.031372	4.596146	0.0001
D(SOUS_CONS)	-0.050755	0.008920	-5.689894	0.0000
LRB	0.648453	0.074012	8.761426	0.0000
DUMMY	-0.043804	0.017978	-2.436481	0.0226
FITTED^1	0.370726	0.708972	0.522907	0.6058
FITTED^2	-1.542714	2.894763	-0.532933	0.5990
AR(1)	0.532767	0.195320	2.727664	0.0117

R-squared	0.965760	Mean dependent var	-0.003766
Adjusted R-squared	0.954347	S.D. dependent var	0.129888
S.E. of regression	0.027753	Akaike info criterion	-4.103961
Sum squared resid	0.018485	Schwarz criterion	-3.695823
Log likelihood	76.71536	Hannan-Quinn criter.	-3.966635
F-statistic	84.61689	Durbin-Watson stat	1.825410
Prob(F-statistic)	0.000000		

Annexe 15 : Organigramme de la DGB



## **LEGENDE**

ADG : Adjoint du Directeur Général

BESA : Budget d'Équipement Socio-Administrative

CFPACF : Centre de Formation Professionnelle de l'Administration Centrale des Finances

CI : Cellule Informatique

DDC : Direction des Dépenses en Capital

DEB : Direction de l'Exécution du Budget

DGB : Direction Générale du Budget

DGR : Direction des Ressources Humaines

DI : Direction de l'Informatique

DPB : Direction de la Préparation du Budget

DPRV : Direction des Pension et des Rentes Viagères

ETARB : Equipe Technique d'Appui à la Réforme Budgétaire

SA : Secrétariat Administratif

SA' : Service des Archives

SABD : Service Administratif des Bases de Données

SAFM : Service des Affaires Financières et du Matériel

SAP : Service des Affaires Pédagogiques

SC : Service Centralisation / Secrétariat Central

SD : Services Déconcentrés

SDCNR : Service des Dépenses Courantes Non Reparties

SDCR : Service des Dépenses Courantes Réparties

SE : Service des Etudes / Service Exploitation

SEB : Service de l'Exécution du Budget

SEBDC : Service de l'Exécution du Budget des Dépenses en Capital

SECA : Service des Etudes du Contentieux et des Archives

SGL : Service Génie Logistique

SOA : Service Organisation et Archives

SOCA : Service de l'Ordonnancement et de la Comptabilité Administrative

SPBDC : Service de la Préparation du Budget des Dépenses en Capital

SRFM : Service des Ressources Financières et du Matériel

SRMS : Service Réseau, Maintenance et Sécurité

## TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT.....	I
DEDICACES.....	II
REMERCIEMENTS.....	IV
SOMMAIRE.....	VI
LISTE DES TABLEAUX .....	VII
LISTE DES GRAPHIQUES.....	VIII
SIGLES ET ACCRONYMES.....	IX
RESUME.....	XI
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1: CADRE INSTITUTIONNEL.....	3
SECTION 1: Présentation de la DGB.....	3
PARAGRAHE 1: Historique et objectifs.....	3
PARAGRAPH 2: Structure organisationnelle.....	4
SECTION 2: Déroulement des stages.....	9
PARAGRAPH 1: Services concernés.....	9
CHAPITRE 2: CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE.....	13
SECTION 1: Cadre théorique .....	13
PARAGRAPH 1: Problématique, objectifs, hypothèses et intérêt de l'étude.....	13
1-1. Problématique.....	13
1-2. Objectifs .....	14
1-3. Hypothèses.....	15
1-4. Intérêt de l'étude.....	15
	P

PARAGRAPH 2: La revue de la littérature.....	15
2-1. Définition des concepts.....	15
2-2. Revue théorique.....	16
2-3. Revue empirique.....	19
SECTION 2: CADRE METHODOLOGIQUE.....	20
PARAGRAPH 1: METHODOLOGIE DE L'ENQUETE.....	21
I- Approche empirique relative à l'enquête.....	21
1- Objectif et nature de l'enquête.....	21
1-1. Objectif de l'enquête.....	21
1-2. Nature de l'enquête.....	21
2- Echantillonnage et outil de présentation des données.....	21
2-1. Cadre de l'enquête et population mère.....	21
2-2. Echantillonnage.....	22
2-3. Spécification des données à collecter.....	22
II - Approche théorique et difficultés rencontrées.....	23
1- Approche théorique.....	23
1-1. Les outils d'analyse des données.....	23
1-2. Seuil de décision lié aux causes de la sous-consommation des crédits budgétaires.....	23
2- Difficultés rencontrées.....	23
PARAGRAPH 2: PRESENTATION ET DEFINITION DES VARIABLES ET SIGNES ATTENDUS.....	23
1- Présentation du modèle.....	23
2- Présentation et définition des variables.....	24
3- Signes attendus.....	25
4- Source des données.....	25

5-	Procédure d'estimation et de validation du modèle .....	25
	5-1. Test de stationnarité de Dickey Fuller Augmented (ADF)...	25
	5-2. Test d'auto- corrélation des erreurs.....	27
	5-3. Test d'homoscédasticité des erreurs.....	27
	5-4. Test CUSUM de stabilité.....	28
	5-5. Règle de décision.....	25
	<b>CHAPITRE 3: PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS,</b>	
	<b>VERIFICATION DES HYPOTHESES, ET SUGGESTIONS.....</b>	<b>29</b>
	<b>SECTION 1: Présentation des données collectées et analyse comparée de l'évolution</b>	
	<b>des variables budgétaires .....</b>	<b>29</b>
	<b>PARAGRAPH 1: Présentation et analyse des données collectées.....</b>	<b>29</b>
	1-1.Statistique de l'enquête .....	29
	<b>PARAGRAPH 2: Analyse comparée de l'évolution des variables.....</b>	<b>30</b>
	2-1. Analyse de l'évolution du taux de consommation global des crédits du	
	Budget Général de l'Etat.....	30
	<b>PARAGRAPH 3: Présentation des résultats .....</b>	<b>37</b>
	3-1. Tests de stationnarité sur les variables.....	37
	3-2. Estimation par les MCO.....	38
	3-2-1. Tests CUSUM (Brown, Durbin, Ewans).....	38
	3-2-2. Stabilisation du modèle.....	38
	3-3. Tests de validité du modèle.....	39
	3-3-1. Test d'autocorrélation.....	39
	3-3-2. Correction de l'auto corrélation par la méthode de Cochrane	
	Orcutt.....	39
	3-3-3.Test de normalité.....	40

3-3-4. Test d'homoscédasticité.....	40
3-3-5. Test Reset de Ramsey.....	40
3-4. Interprétation et commentaires des résultats.....	41
3-5. Vérification des hypothèses.....	41
3-5-1. Vérification de l'hypothèse n°1.....	42
3-5-2. Vérification de l'hypothèse n°2.....	42
3-5-3. Vérification de l'hypothèse n°3.....	42
SECTION 2 : Approches de solutions relatives et recommandation.....	43
PARAGRAPHE 1: Approches de solutions et recommandations.....	43
1-1. Approches de Solutions relatives au problème de la validation tardive des PTA.....	43
1-2. Approches de Solutions au problème de la non-maitrise des procédures d'exécution des dépenses publiques et du manque de formation des agents impliqués .....	44
PARAGRAPHE 2: Recommandations.....	44
2-1. Propositions pour l'amélioration de la consommation des crédits budgétaires.....	44
CONCLUSION GENERALE.....	46
REFERENCE BIBLIOGRAPHIQUE.....	48
ANNEXES.....	A